

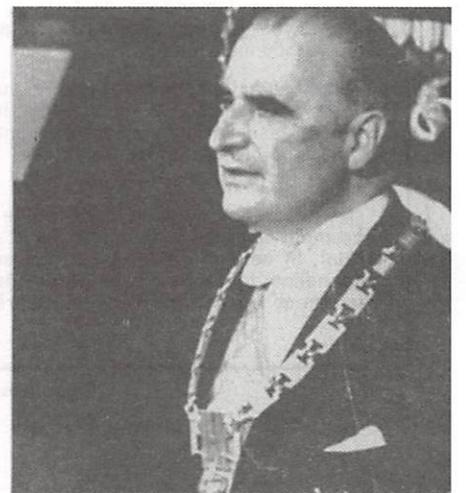
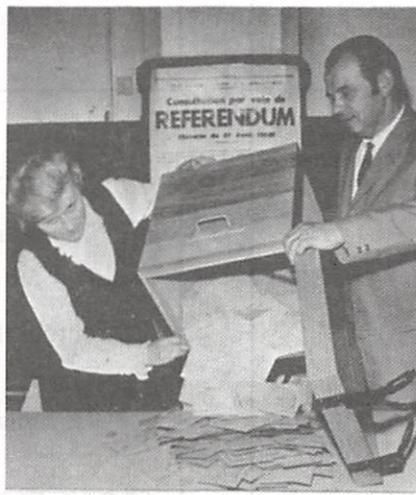
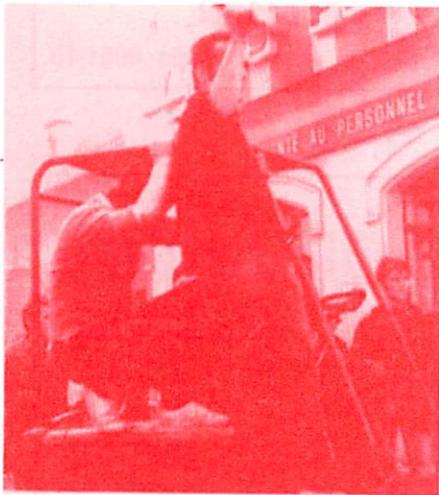
NUMERO SPECIAL
N° 52 - Juillet-Août 1969

lutte ouvrière

3 f

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

FORCE, FAIBLESSES ET PERSPECTIVES DES GAUCHISTES



A NOS LECTEURS

Le présent numéro est un numéro spécial. « LUTTE OUVRIERE » est normalement hebdomadaire, mais étant donné la fermeture de nombreuses entreprises, ce numéro spécial remplace tous les numéros devant normalement paraître en août.

La parution hebdomadaire reprendra sur 12 pages, format demi-quotidien, au prix de 1 F, à partir du numéro 53, daté du 3 septembre.

LUTTE OUVRIERE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

—
« Lutte Ouvrière »
est en vente dans les kiosques
et librairies

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissances.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.

Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6^e

Cette adresse n'est pas une permanence,
écrire seulement

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication : Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois 15 F
1 an 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois 30 F
1 an 50 F

ABONNEMENTS SOUS PLI FERME :

6 mois 35 F
1 an 65 F

Correspondance :

**M. RODINSON - Initiative Socialiste -
54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6^e**

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS



Sommaire

	Pages
EDITORIAL	4
FORCE ET FAIBLESSES DES GAUCHISTES	6
L'APRES-GAULLISME : UN POHERISME SANS POHER	11
NAISSANCE ET MORT DU BONAPARTISME GAULLISTE	17
LA CLASSE OUVRIERE APRES MAI 1968	20
LES ETUDIANTS REVOLUTIONNAIRES DANS L'IMPASSE	25
LES VOIES ET LES MOYENS DE L'ACTION REVOLUTIONNAIRE DANS LES ENTREPRISES	29
L'INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE A CONSTRUIRE	33
L'UNITE DES REVOLUTIONNAIRES RESTE UNE NECESSITE	42

EDITORIAL

L y a un peu plus d'un an que LUTTE OUVRIERE est née. Son premier numéro, daté du 26 juin 1968, affirmait le sens de son combat : « Essayer d'aider les travailleurs à voir clair dans le jeu volontairement embrouillé de la bourgeoisie et des formations de politiciens qui ne visent qu'à tromper les travailleurs pour les maintenir dans l'exploitation. » Sa force, LUTTE OUVRIERE entendait « la puiser dans la fusion des forces révolutionnaires qui, à l'université, à l'usine et dans la rue, malgré les difficultés, les incompréhensions, les écueils, combattent honnêtement pour la transformation de la société actuelle en une société socialiste ».

Pour son 52^e numéro, LUTTE OUVRIERE a voulu profiter de la trêve relative des vacances pour contribuer à dresser le bilan de cette année d'après mai 68 et à définir les perspectives qui s'ouvrent à la lutte révolutionnaire pour la période qui vient.

Ce numéro est entièrement consacré aux problèmes politiques, syndicaux et organisationnels qui se posent aux gauchistes en France où le départ de de Gaulle peut créer de nouvelles possibilités d'intervention.

Ce n'est pas que LUTTE OUVRIERE méconnaisse l'importance du contexte international. Bien au contraire. Les fluctuations monétaires internationales, les joutes économiques autour du Marché commun, ne peuvent manquer d'avoir d'importantes répercussions sur la situation économique de la France.

Tout comme les luttes politiques à l'échelle mondiale ne manqueront pas d'être influencées par la modification de la politique des U.S.A. au Vietnam, et son corollaire la volonté d'exercer une pression sur l'U.R.S.S. en offrant son aide aux pays que les accords de Yalta avaient inclus dans la chasse gardée soviétique du Kremlin.

Et il n'est pas jusqu'au conflit du Moyen-Orient qui ne vienne illustrer les difficultés de la bourgeoisie française à se mouvoir au milieu des écueils dus aux contradictions de l'impérialisme.

C'est donc en partant d'une analyse de la situation internationale que LUTTE OUVRIERE se donne pour but, dans ce numéro, de tracer les perspectives économiques, politiques et sociales nationales.

Et si nous l'avons fait au niveau des problèmes qui se posent au mouvement gauchiste, c'est que, révolutionnaires, nous sommes partie prenante dans ce mouvement et que nous avons tenu à poser de façon responsable les questions qui le concernent tout entier.

LUTTE OUVRIERE veut essayer de montrer d'où vient le gaullisme, où il en est arrivé. Après 10 ans de pouvoir, de Gaulle a dû céder la place. Il a laissé derrière lui une constitution qui sera utile à ses successeurs pour maintenir un certain équilibre gouvernemental. Mais les luttes de mai-juin 68, même si elles ont eu des effets à retardement, n'en ont pas moins ébranlé les assises du régime. Le système capitaliste n'est pas en danger immédiat : si en mai 1968 les étudiants ont posé le problème du pouvoir en pensant que les travailleurs, débarrassés de leurs illusions et de la contrainte des appareils, étaient prêts à le prendre, les ouvriers, eux, n'ont à aucun moment envisagé une telle perspective. Mais, par la lutte qu'ils ont engagée à la suite des étudiants, ils ont pu vérifier la vulnérabilité du régime politique, ils l'ont ébranlé, et la secousse a été assez forte pour provoquer des fissures suffisamment profondes qui ont entraîné son écroulement en moins d'un an.

Le système capitaliste n'est pas ébranlé, mais le régime gaulliste, lui, s'est écroulé. Le gouvernement Pompidou est plus du pohérisme sans Poher que du gaullisme sans de Gaulle.

Durant cette année écoulée, le mouvement étudiant qui fut sans conteste le détonateur des mouvements de mai 68 et de la grève générale, s'est considérablement effrité. L'esprit contestataire qu'il a fait naître est loin d'être mort. Mais il n'a pas pris une forme organisée. Et cet effritement des forces de mai dans le mouvement étudiant apporte la preuve que le mouvement étudiant par lui-même ne peut être ni le moteur ni la direction de la révolution sociale. Il ne peut œuvrer utilement à la révolution socialiste qu'en s'intégrant à la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Après mai-juin 1968, les organisations traditionnelles de la classe ouvrière ont maintenu leur contrôle sur le mouvement ouvrier. Quelques pertes dans les milieux les plus combattifs influencés par les gauchistes ont été compensées par une implantation dans des secteurs plus attardés où aucune forme d'organisation n'existait avant mai 68.

Mais si ces organisations, et principalement la C.G.T. et le P.C.F. ont maintenu et même augmenté leur influence à l'issue des mouvements de mai 68, le caractère de cette influence s'est modifié, y compris et surtout parmi leurs propres militants. Avant mai, les dirigeants de ces organisations pouvaient brandir l'épouvantail de la grève générale, selon eux impossible à réaliser, en face du pouvoir fort de de Gaulle. Mai 68 a montré que, même sous de Gaulle, la grève générale était possible. D'autant plus est-elle possible sous Pompidou. Qui plus est, les illusions entretenues par le P.C.F. sur les possibilités d'une accession au socialisme par les voies parlementaires dans une démocratie avancée grâce à l'union de la gauche ont été mises à dure épreuve par les deux échecs cuisants aux élections en moins d'un an.

C'est là que les révolutionnaires ont un rôle à jouer, principalement dans les entreprises où les travailleurs les plus conscients, et en premier lieu ceux qui sont influencés et qui suivent les organisations traditionnelles ne peuvent manquer d'être sensibilisés par les idées révolutionnaires pour peu qu'elles soient présentées correctement et avec un sens profond des responsabilités.

Mais les révolutionnaires, ceux que l'on désigne aujourd'hui sous le nom de gauchistes, ont beaucoup à apprendre pour jouer ce rôle correctement.

S'ils ont beaucoup à apprendre aux travailleurs en leur apportant le riche capital des idées socialistes — et encore de ce simple point de vue, la grosse majorité d'entre eux a besoin de parfaire sa propre éducation —, ils ont surtout à comprendre les conditions réelles dans lesquelles les travailleurs se battent pour lier les idées socialistes aux luttes sociales.

Dans cette tâche, ils pourraient être largement aidés s'ils savaient unir leurs efforts, les coordonner dans une action unitaire, cesser d'apparaître comme des groupuscules hostiles et se présenter malgré leurs divergences comme un bloc uni face aux exploiters et aux dirigeants des appareils bureaucratiques.

En un mot, s'ils savaient faire passer les intérêts supérieurs de la révolution socialiste avant leurs intérêts de boutique qui ne servent bien souvent qu'à masquer leur ignorance, leur incompetence et le manque de volonté à les surmonter. C'est pour œuvrer à l'unification sans compromission, mais aussi sans sectarisme et de façon responsable, que LUTTE OUVRIERE est née.

C'est pour faire le bilan et essayer d'ouvrir quelques perspectives dans cette voie qu'elle publie son numéro spécial du mois d'août 1969. C'est dans cette voie qu'elle continuera obstinément à lutter dans l'avenir et dès son premier numéro du mois de septembre.

FORCE ET FAIBLESSES DES GAUCHISTES



Réunion du Bureau du 9^e Congrès du Parti Communiste russe en 1920.

De gauche à droite : Yenoukidze (exécuté), Kalinine, Boukharine (exécuté), Tomski (suicidé au moment où il allait être arrêté), Lachevitch (disparu), Kamenev (exécuté), Preobrajenski (exécuté), Serebriakov (exécuté), Lénine (mort à temps), Rykov (exécuté).
(R. Viollet)

DES FAIBLESSES...

LES faiblesses du mouvement révolutionnaire sont certes de taille, et elles constituent, à l'heure actuelle, les principaux freins au développement des idées révolutionnaires dans le milieu ouvrier.

Les gauchistes n'ont pas été capables de cristalliser l'espoir né en mal dernier, ils n'ont pas su répondre aux aspirations profondes de milliers de combattants du printemps de 1968, ouvriers et intellectuels.

Tandis que la situation exigeait un esprit de responsabilité, tandis que tout devait être tenté pour rester digne de l'espoir soulevé, le courant gauchiste n'a pas su se dresser au-dessus de ses petites querelles intestines.

Cet esprit s'est manifesté par le refus systématique de tenter le regroupement entre les différentes tendances du mouvement révolutionnaire, alors que seul un tel regroupement pouvait cristalliser les énergies du mouvement dans son entier, et constituer une véritable force révolutionnaire dans le pays.

Refusant de militer au sein d'une même organisation en arguant de l'importance des divergences idéologiques, la majorité des gauchistes a, en fait, montré la plus grande inaptitude à discuter sérieusement des problèmes poli-

tiques. Trop souvent, la discussion des idées a été remplacé par les calomnies, les ragots, le mépris affiché des positions d'autrui.

C'est ainsi que l'autosatisfaction a remplacé la lutte intellectuelle qui permet de comprendre la situation, et le combat de tous les jours qui permet d'être à la hauteur de cette même situation.

C'est cette même autosatisfaction qui a servi à masquer toutes les insuffisances : les excès de l'agitation étudiante ne sont ni analysés, ni combattus. Les faiblesses même du mouvement révolutionnaire ou bien sont niées par les mégalomanes du gauchisme, qui voient le P.C.F. s'écrouler de jour en jour, ou bien sont le prétexte de compromissions devant les « grandes organisations ».

Toutes ces faiblesses du courant gauchiste ne sont en rien imputables aux idées dont les militants révolutionnaires se réclament : aux idées du socialisme révolutionnaire.

Toutes les insuffisances sont le fruit d'une situation historique précise qui a coupé les révolutionnaires de la classe ouvrière et qui les a enfermés dans les milieux intellectuels.

... DONT L'EXPLICATION REMONTE BIEN LOIN

EN U.R.S.S., dès 1923, se formait une opposition de gauche, regroupée autour de Léon Trotsky, qui se fixait pour objectif la lutte contre la bureaucratie soviétique.

Les bolchéviks-léninistes se sont efforcés de combattre la politique criminelle de Staline qui, dans l'intérêt exclusif des bureaucraties, tournait le dos à la révolution et mettait en danger les conquêtes d'octobre 1917.

Dans leur lutte contre la dégénérescence du Parti Communiste de l'Union Soviétique, puis de tout le Komintern, ceux qui furent appelés les trotskystes ont été victimes d'une répression comme rarement l'histoire en a connu.

En Russie même, les militants révolutionnaires ont été traqués, emprisonnés, torturés, exterminés dans les prisons et les camps de concentration. En dix années, de 1927 à 1937, l'avant-garde militante du parti bolchévik, celle qui avait dirigé, avec Lénine, l'insurrection d'octobre, a été décimée.

Par cette extermination, unique dans l'histoire du mouvement ouvrier, Staline a fait plus que de faire disparaître une génération de militants aguerris, formés au cours de longues années de répression et ayant subi l'épreuve de deux révolutions russes et de la guerre civile. Le dictateur du Kremlin a, en fait, asséné un coup mortel à la troisième Internationale et a rompu la chaîne qui, depuis la première Internationale, assurait la pérennité du mouvement révolutionnaire à l'échelle mondiale.

Le parti bolchévik constituait en effet le plus puissant et le plus expérimenté des partis communistes. Sa compétence, il ne la puisait pas seulement de l'expérience de la révolution russe, mais aussi de sa formation au sein de la deuxième Internationale. Lénine et ses compagnons ont eu la possibilité de militer des années dans la seconde Internationale. De cette organisation, de ses militants, de ses cadres, ils ont su assimiler ce qu'il y avait de meilleur. Seule l'appartenance à l'Internationale ouvrière a pu faire de Lénine et de ses camarades des dirigeants marxistes prolétariens à l'échelle internationale.

Et la disparition de cette génération de militants révolu-

tionnaires, qui avaient su apprendre dans la deuxième Internationale tout ce qu'on pouvait y apprendre, qui avait su rompre avec l'opportunisme et mener à bien la révolution russe, allait porter un coup terrible au mouvement révolutionnaire international.

Hors des frontières russes, les petits groupes qui ont pris conscience de ce qui s'est passé en U.R.S.S., qui ont suivi le développement de la lutte entre l'opposition de gauche et la bureaucratie, et qui se sont placés au côté des marxistes révolutionnaires, vont subir les assauts déchainés des fonctionnaires que Staline a installé aux postes clés du Komintern.

Dans l'indifférence de la grande masse des adhérents des partis communistes, qui comprend mal ce qui se passe, qui n'est pas informée de la situation russe et qui reste surtout passionnément attachée à la révolution russe, les militants révolutionnaires vont être chassés des P.C.

Se dressent alors devant cette poignée de révolutionnaires des tâches gigantesques. Intellectuels pour la plupart, ils ont la responsabilité de la conservation du marxisme révolutionnaire, de sa propagation, de la formation d'une nouvelle génération.

L'histoire a bien mal préparé ces militants aux tâches qui s'imposent à eux. Tous, ou presque, ils ont été formés dans la deuxième ou la troisième Internationale, qui ont été de bien mauvaises écoles. L'une parce qu'elle a été rongée par l'opportunisme social-démocrate, l'autre parce qu'elle a dégénéré et a été vaincue par le cancer stalinien avant même d'avoir pu former une génération de militants dans l'esprit du marxisme révolutionnaire.

Les artisans de la révolution russe, les dépositaires du bolchévisme, ceux qui avaient appris, pendant de longues années, le long travail d'implantation dans la classe ouvrière, qui avaient su se lier organiquement avec l'avant-garde ont tous disparu de la scène politique, assassinés par Staline.

Et Trotsky, que Staline a commis l'erreur d'exiler, mais qui est le seul de sa génération à avoir pu quitter la Russie, ne peut contacter et regrouper que des militants

dont le courage, l'intelligence, le dévouement sans bornes aux intérêts du prolétariat ne peuvent remplacer l'immense capital accumulé par les bolchéviks.

Les dramatiques défaites du prolétariat européen, dans les années qui ont précédé la deuxième guerre mondiale, allaient encore davantage isoler les militants révolutionnaires. En Italie, comme en Allemagne, les fascistes au pouvoir avaient écrasé le mouvement ouvrier organisé. En Espagne, la guerre civile se terminait par un bain de sang et, en France, la réaction triomphante conduisait le pays à la guerre.

Dans ce contexte, les révolutionnaires ne pouvaient progresser. C'est ce qu'exprime Trotsky dans une des dernières déclarations précédant son assassinat en écrivant :

« ... Nous ne progressons pas politiquement. Ce fait est l'expression du recul général du mouvement ouvrier dans les quinze dernières années. Quand le mouvement révolutionnaire décline d'une façon générale, quand une défaite suit une autre défaite, quand le fascisme s'étend sur le monde entier, quand le marxisme officiel s'incarne dans la plus formidable machine à duper les travailleurs, il va de soi que les révolutionnaires ne peuvent travailler que contre le courant historique général. » (Léon Trotsky, entretien avec C.L.R. James, avril 1939.)

Les conditions objectives, la répression conjuguée des staliniens et de la bourgeoisie, le manque de formation bolchévique des militants trotskystes allaient limiter leur recrutement, d'ailleurs bien faible, à des cercles d'intellectuels.

Les militants révolutionnaires, ainsi rattachés par mille liens au milieu social petit-bourgeois, allaient en acquérir

de nombreux défauts. Politiquement, ils allaient subir l'influence des idées, et des variations d'idées, de la petite bourgeoisie intellectuelle : errements nationalistes pendant la seconde guerre mondiale, glorification de la lutte nationale de la bourgeoisie du Tiers-Monde, en lutte contre l'impérialisme. Dans le domaine de l'organisation, des attitudes sectaires et irresponsables allaient se développer, et la faiblesse des groupes n'allait pas empêcher les méthodes bureaucratiques de s'installer.

Les conditions historiques défavorables ont non seulement marqué le développement des groupes trotskystes, mais tous les autres courants gauchistes apparus depuis lors.

Les groupes révolutionnaires qui se démarquent, parfois violemment, du trotskysme, et en particulier des militants maoïstes, ne sont pas exempts de ces défauts.

Eux aussi sont coupés de l'avant garde ouvrière, eux aussi recrutent essentiellement dans les milieux intellectuels, eux aussi ignorent la pratique bolchévique.

Ces groupes, qui se sont détachés récemment du mouvement communiste officiel, continuent de plus à se réclamer du stalinisme, celui-là même qui a le plus contribué à pervertir le marxisme. Ces derniers n'ont donc connu qu'un parti bureaucratisé, entièrement dominé par le réformisme stalinien, aux pratiques petites-bourgeoises.

Ces groupes se réclament et s'appuient par ailleurs sur l'idéologie nationaliste de la petite bourgeoisie radicale des pays arriérés qui, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, a fait irruption sur la scène politique.

C'est dire que ni leur pratique militante, ni leur idéologie ne font de ces groupes de véritables noyaux marxistes prolétariens.

LA CRISE DU STALINISME...



Pietro Tresso, dit Blasco, militant trotskyste italien, assassiné en France par le Parti Communiste Français dans les années 1943-1944.

MAIS aujourd'hui, dans le barrage dressé par les staliniens entre la classe ouvrière et les révolutionnaires, et qui a été si terriblement efficace, des fissures se produisent.

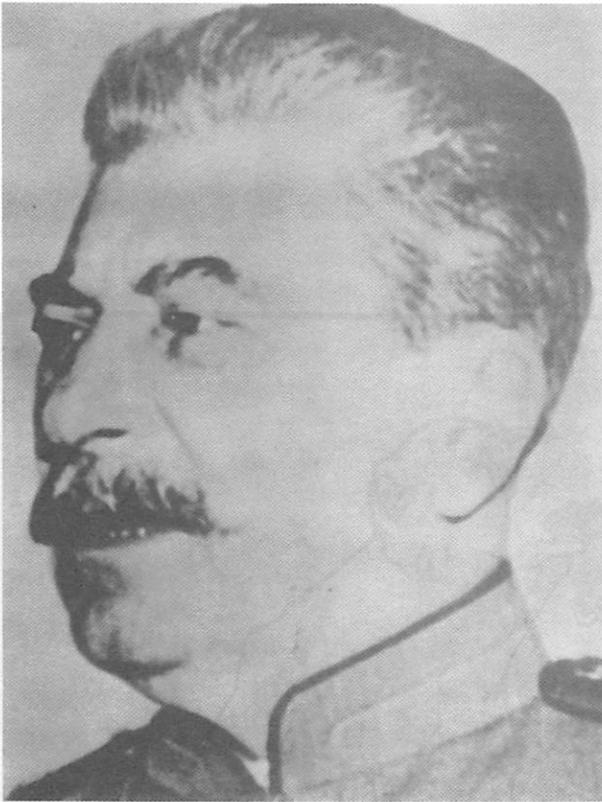
Nous assistons, depuis plusieurs années, à un long effritement du monolithisme stalinien, à une lente décomposition du bloc hégémonique et sans failles créé par la bureaucratie soviétique.

L'Union Soviétique, et les hommes qui la dirigent, n'apparaissent plus, aux yeux d'une partie de l'avant-garde ouvrière, comme les continuateurs d'octobre, comme les dirigeants de la révolution mondiale.

Pour que cette prise de conscience apparaisse, il a certes fallu des événements historiques gigantesques. C'est l'écrasement de l'insurrection ouvrière de Budapest, en octobre 1956, le schisme sino-soviétique, l'apparition d'un courant polycentriste déclaré qui a posé et pose encore bien des problèmes à des travailleurs révolutionnaires qui ne s'en étaient guère posés auparavant.

Et les récents événements n'ont fait qu'accentuer les doutes de ceux qui se posent des problèmes : La condamnation de l'invasion de la Tchécoslovaquie, par le P.C.F., bien que murmurée du bout des lèvres, a renforcé les inquiétudes, car, après tout, ceux qui disaient que la patrie du socialisme n'était pas la Russie des bureaucraties n'avaient peut-être pas tort, puisque le Comité central lui-même a tenu à prendre ses distances.

La faillite éclatante des partis communistes se réclamant du Kremlin est apparue au grand jour dans les pays



Staline, le fossoyeur de la Révolution

sous-développés. Quand les masses paysannes, affamées et sans terre, prenaient le chemin de la lutte armée, on a vu les P.C. se traîner à la recherche d'une impossible solution parlementaire tout en condamnant les « aventuriers » qui engageaient le combat. Et quand, exceptionnellement, les P.C. acceptaient de se mettre à la tête de ces masses petites-bourgeoises, comme cela s'est passé en Chine ou bien en Yougoslavie, ils ont dû le faire contre la volonté du Kremlin, et finalement en rompant avec lui.

Et, dans le même temps où l'U.R.S.S. cessait d'apparaître comme la seule détentrice du marxisme révolutionnaire, le P.C.F. apparaissait de plus en plus un parti en pleine voie de social-démocratisation.

La politique suiviste pratiquée depuis plusieurs années envers la S.F.I.O., les affirmations sans cesse renouvelées de la possibilité de passage au socialisme par les voies parlementaires, dans une période où la gauche ne connaît que des défaites électorales, tout cela a amené une fraction des ouvriers d'avant-garde à émettre des doutes sur le révolutionnarisme de Waldeck-Rochet et de ses collègues.

En mai dernier enfin, la possibilité objective d'un rapprochement entre les militants révolutionnaires et l'avant-garde ouvrière a vu le jour.

Toute la classe ouvrière, et pas seulement elle, a appris l'existence des révolutionnaires. Tous les travailleurs ont su qu'il existait des groupes qui se réclamaient du communisme, tout en rejetant l'opportunisme du P.C.F. Et ces gauchistes, comme on les a appelés, ne devaient pas représenter une force négligeable puisqu'ils semblaient inquiéter beaucoup de monde, aussi bien dans la bourgeoisie que dans la bureaucratie ouvrière.

Et les idées des révolutionnaires ont bénéficié d'un attrait et d'une sympathie qui ne s'est pas démentie. Dans ce que disent les gauchistes, de nombreux ouvriers retrouvent les idéaux qui sont ceux du socialisme révolutionnaire, ce qui facilite le travail d'implantation des gauchistes dans la classe ouvrière.

Cette avant-garde, composée des militants ouvriers conscients des intérêts historiques de leur classe et prêts à lutter pour l'émancipation du prolétariat, a aujourd'hui la possibilité de s'emparer enfin du programme révolutionnaire.

Certes, pour l'instant, les défauts des gauchistes ne leur permettent pas de se diriger systématiquement vers cette avant-garde, de la gagner au marxisme révolutionnaire, comme l'ont fait les bolchéviks russes, il y a cinquante ans. Mais la présence des gauchistes dans la vie politique, les idées qu'ils diffusent, peuvent servir de fil directeur à l'ouvrier révolutionnaire qui se pose des questions. Par leur intermédiaire, il peut renouer avec le programme du marxisme révolutionnaire.

Cette prise de conscience, dont nous vivons les premiers balbutiements, ira en grandissant. Demain, par milliers, les militants ouvriers, à travers la critique de leurs organisations, de leurs dirigeants et même de leur propre activité militante, s'empareront franchement du programme socialiste et s'en revendiqueront.

Cette avant-garde ouvrière attirera alors à elle les militants révolutionnaires intellectuels, comme l'aimant attire la limaille. Car si tous les gauchistes ont des défauts, s'ils sont liés par mille liens au milieu social petit-bourgeois, le dévouement de beaucoup d'autres aux intérêts de la classe ouvrière est indiscutable.

Ces travailleurs, vivant les luttes de la classe ouvrière et partageant sa vie, aideront les gauchistes à acquérir le sens des responsabilités qui leur manque. Par leur poids, par leur cohésion, ils sauront empêcher l'esprit de chapeau de prendre le pas sur la défense des intérêts des travailleurs, et ils sauront gommer les défauts contractés au cours d'une longue présence dans le milieu intellectuel.

Certes, les militants gauchistes n'ont pas à attendre passivement cette évolution de l'avant-garde ouvrière. En tout état de cause, l'activité militante s'est toujours fixée pour objectif de pouvoir agir sur la réalité sociale, tout en prenant appui sur la situation objective.

Le mouvement gauchiste a un rôle important à jouer dans la cristallisation de la prise de conscience des militants ouvriers. Pour jouer son rôle, il doit avant tout prendre conscience de ses faiblesses, et entreprendre une lutte sans merci pour les vaincre.

C'est ainsi qu'il pourra être un participant actif des prochaines luttes de la classe ouvrière, c'est ainsi qu'il pourra intervenir consciemment dans la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire.

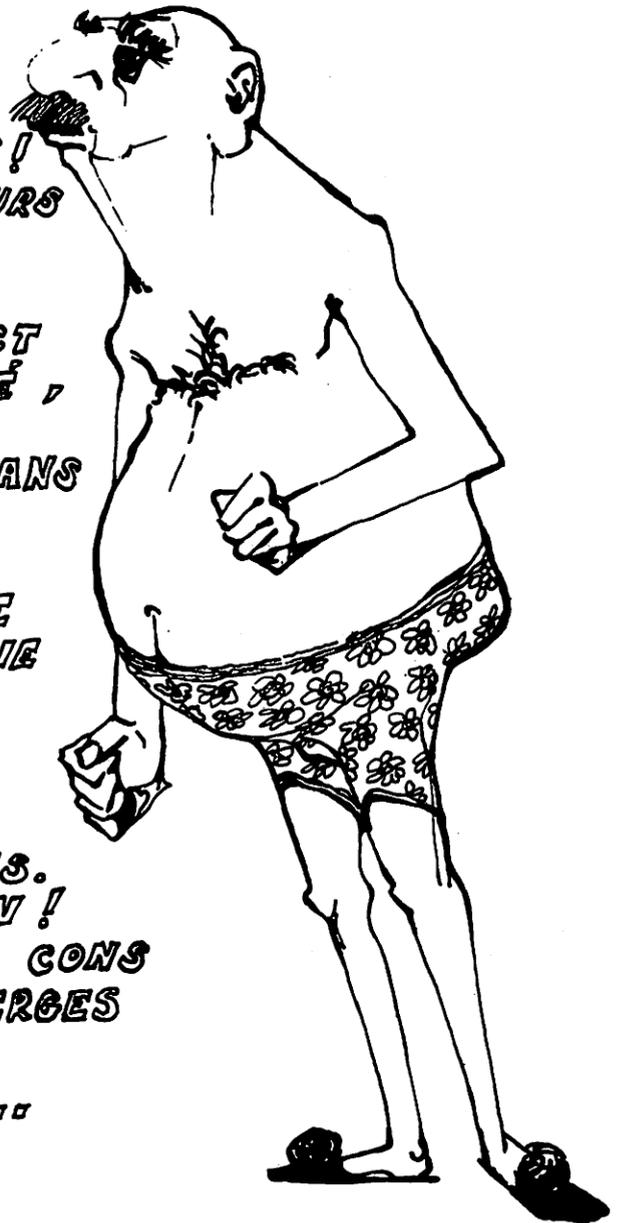
**J'AI FAIT DE LA
POLITIQUE AVANT VOUS
BANDE DE PETITS CONS !
D'AILLEURS, J'AI TOUJOURS
ETE RÉVOLUTIONNAIRE
MOI !!**

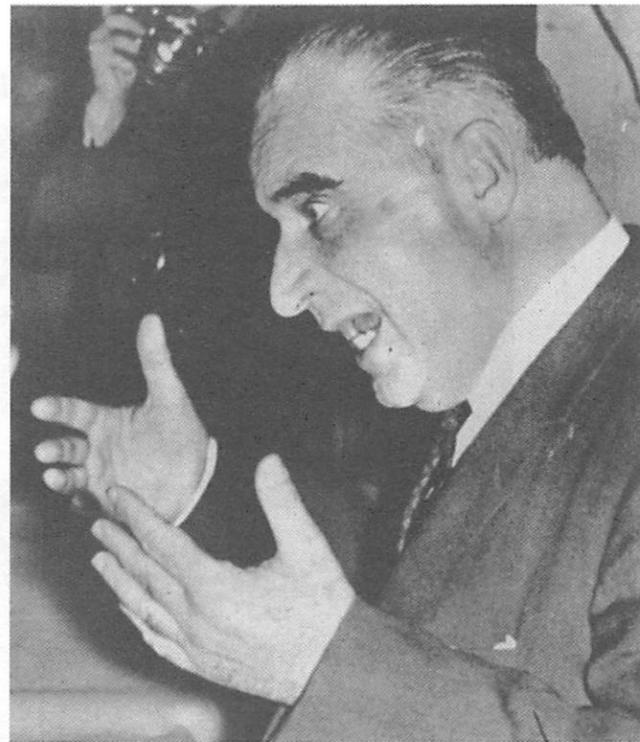
**MAIS HONNETE , CORRECT
NOM DE DIEU ! CIVILISÉ ,
QUOI !**

**JE SUIS SOCIALISTE DANS
L'ÂME , JE SUIS MEME
COMMUNISTE .**

**J'AI TRAVAILLÉ COMME
UN NÈGRE TOUTE MA VIE
MOI . ON S'AMUSAIT
PAS A FAIRE DES
BARRICADES AVEC DES
2 CV .**

**J'AI FAIT DEUX GUERRES .
JE CONNAIS LA VIE NON !
ALORS BANDE DE PETITS CONS
C'EST PAS A VINGT BERGES
QUE VOUS ALLEZ
ME DONNER DES LEÇONS ...**





L'APRES GAULLISME : UN POHERISME SANS POHER

LE 15 juin, l'élection de Pompidou à la présidence de la République a marqué la fin de la période de transition qui s'était ouverte sept semaines plus tôt avec le départ de de Gaulle, au lendemain du référendum du 27 avril.

Le succès de Pompidou mettait, par la même occasion, un point final aux illusions qui avaient pu naître de la victoire des non au référendum, illusions auxquelles, il faut bien le dire, les faits s'étaient rapidement chargés de fournir de vigoureux démentis. Et loin d'être un paradoxe, ou le résultat d'un brusque revirement politique, la victoire des gaullistes aux élections présidentielles moins de deux mois après leur défaite au référendum sur la régionalisation, était bien dans la logique de la situation politique française.

Car le non au référendum ne fut pas une victoire des travailleurs (et ce ne fut surtout pas, comme l'ont écrit les camarades de l'A.J.S. qui prennent bien souvent leurs désirs pour des réalités, une « victoire du Front unique ouvrier »). Ce ne fut pas même une victoire de ce qu'il est convenu d'appeler la « gauche ». Ce ne fut, en fait, que le résultat de la désaffection d'une partie de l'électorat de droite vis à vis de de Gaulle.

Certes, ce fut bien la gauche qui fournit les gros bataillons de non le 27 avril. Mais ce qui fut déterminant ce jour-là, ce ne fut pas ce non sans surprise de la gauche, ce fut l'attitude d'une partie importante de l'électorat de droite qui montra à de Gaulle qu'elle ne lui pardonnait ni la crise de mai 68, ni les événements

qui suivirent et en particulier la crise financière de novembre.

C'est d'ailleurs cela qui explique pourquoi de Gaulle est parti si facilement, après son échec au référendum, alors qu'il avait fait front énergiquement, l'an dernier, pendant plus d'un mois, à une crise politique autrement profonde, pourquoi il s'est retiré parce qu'il lui manquait 2 % des voix pour obtenir la majorité alors qu'il avait résisté à la plus grande grève générale de l'après-guerre.

Ce n'est d'ailleurs pas là non plus un paradoxe, ni surtout une preuve que la légalité et que l'électoratisme sont plus payants on l'a bien vu par la suite. C'est simplement parce qu'en mai 1968 de Gaulle avait en face de lui les travailleurs, la jeunesse ouvrière et étudiante, qui dans les entreprises et dans la rue menaçaient le pouvoir de la bourgeoisie, et qu'un an plus tard, il ne s'agissait plus que du mécontentement d'une partie de l'électorat de droite, et d'un mécontentement, qui plus est, qui ne manifestait guère que dans les isolements. En partant alors, de Gaulle ne capitulait nullement devant les masses, il permettait seulement à la bourgeoisie d'assurer sa succession, de mettre en place une nouvelle formule gouvernementale plus conforme à la situation politique héritée de mai 68.

Rien n'obligeait d'ailleurs, légalement, de Gaulle à partir. Mais il l'a fait parce que le non au référendum mesurait l'affaiblissement de son prestige, et que ce prestige était pour lui, jusqu'alors, un instrument essentiel de gouvernement.

LES DEUX BASES



De Gaulle aux émeutiers d'Alger : « Je vous ai compris ! »

(A.F.P.)

En effet, de Gaulle n'était pas simplement un Président de la République gouvernant, suivant l'expression consacrée « en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés » par la Constitution. Il était aussi, depuis son retour au pouvoir en 1958 comme il l'avait été douze ans plus tôt, un Bonaparte, c'est-à-dire un homme qui ne gouverne pas seulement avec des Institutions, mais qui gouverne surtout en se présentant comme un arbitre entre des forces sociales antagonistes, et qui, en réalité, s'appuie directement sur cet antagonisme.

Or, n'importe qui ne peut pas jouer ce rôle. Il faut disposer dans le pays d'un capital de prestige suffisant, pour pouvoir imposer, aussi bien au parlement qu'à l'extérieur, sa politique.

Et ce qu'a montré le référendum du 27 avril, c'est que ce capital de prestige était sérieusement entamé, c'est que le mythe de Gaulle, usé par onze ans d'exercice du pouvoir, et rudement ébranlé par les secousses de mai et juin, avait perdu son efficacité.

LA FIN DU BONAPARTISME GAULLISTE

Il y avait d'ailleurs déjà un certain temps que le problème de la succession de de Gaulle se posait, ne serait-ce qu'à cause de l'âge de celui-ci, et bien avant le référendum, par sa célèbre déclaration de Rome, Pompidou avait fait acte de candidature à cette succession. Mais la victoire aux élections présidentielles du prétendant légitime, du « réserviste » de la Cinquième République, si elle fut bien celle du parti gaulliste, marqua malgré tout, et en particulier malgré les discours sur la « continuité », en un certain sens, la fin du gaullisme.

Et de Gaulle le savait bien, qui partit parce qu'à lui-

même il était devenu difficile de maintenir le bonapartisme gaulliste, tel qu'il avait existé pendant onze ans et qui, tant qu'à être amené, par la force des choses, à gouverner comme un vulgaire Pompidou, préféra laisser la place à celui-ci.

Ainsi, si pas une seule fois au cours de ces deux mois de crise politique du printemps 69 les Institutions de la Cinquième République ne furent mises en cause, il n'en reste pas moins que ces événements ont marqué une étape importante, la fin de la période plébiscitaire inaugurée en 1958, et le commencement d'un régime plus purement présidentiel.

.... DU POUVOIR DE DE GAULLE



De Gaulle dans les salons de l'ambassade d'U.R.S.S. : « Ce qui ne nous empêche pas de nous entendre »

La fin de cette période plébiscitaire ne signifie pas pour autant, d'ailleurs, une évolution à gauche du régime. Bien au contraire, s'il y a une chose dont on peut être certain, c'est que sous le règne de Pompidou, la Cinquième République ne pourra en aucun cas évoluer dans un sens plus démocratique, et que s'il y a évolution, ce ne pourra être que dans le sens d'un glissement à droite.

Il ne faut pas oublier, en effet, que de Gaulle a gouverné pendant plus de dix ans, sans tenir pratiquement le moindre compte du parlement, et de la majorité réactionnaire de celui-ci comme de l'opposition, et en n'hésitant pas, le cas échéant, à prendre des décisions opposées à ce que souhaitait le parti qui s'était formé sur son nom.

Ce n'est pas que de Gaulle était personnellement moins réactionnaire que les députés U.D.R. Mais cela tenait à la nature bonapartiste de son régime qui s'appuyait sur des couches sociales, et donc sur des forces politiques, antagonistes. En effet, si de Gaulle s'est appuyé sur des forces de droite : l'armée, l'O.A.S., il s'est aussi appuyé sur des forces de gauche, et notamment sur les organisations traditionnelles de la classe ouvrière.

Cela l'obligeait évidemment à mener une politique différente de celle que pouvait concevoir, et souhaiter,

la majorité réactionnaire et bornée qui l'appuyait à la chambre. Et sans aller chercher des exemples à l'époque de la guerre d'Algérie, où nous vîmes pourtant de Gaulle faire face à un coup de force d'extrême droite en s'appuyant ouvertement sur une grève générale organisée par les centrales ouvrières (quitte à brandir en même temps, contre les travailleurs, la menace d'intervention des paras et de l'O.A.S.), cet aspect de la politique gaulliste a toujours été extrêmement visible dans ses rapports avec les grandes confédérations syndicales.

Manifestement, de Gaulle savait reconnaître l'importance des appareils bureaucratiques comme facteurs « d'ordre » dans la société bourgeoise.

Les termes « d'association » et de « participation » qu'il chérissait tant n'étaient pas vides de sens, rapportés aux appareils, car il s'agissait bien de les « associer », de les faire « participer » à la bonne gestion de la société capitaliste.

D'ailleurs, Inversement, les centrales syndicales reconnaissantes se gardèrent bien, de 1958 à 1968, de trop perturber la bonne marche des affaires, expliquant inlassablement aux travailleurs, qu'avec de Gaulle au pouvoir, qu'avec l'Etat fort, il fallait être modeste dans les revendications, et timide dans la lutte.

Et même au lendemain des événements de mai-juin 1968, loin de développer une politique anti-syndicale, le gouvernement gaulliste adopta au contraire, et fit adopter à une chambre hostile, toute une série de mesures relatives à la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, mesures qui visaient à renforcer encore le poids des appareils syndicaux.

Si pendant onze ans de Gaulle a pu mener une telle politique, c'est qu'il jouissait d'un prestige suffisant, aux yeux de la droite, pour la contraindre à adopter des mesures, sans aucun doute destinées à mieux défendre les intérêts généraux de la bourgeoisie, mais auxquelles cette droite était hostile par conviction, ou par préjugé politique.

UN RENOUVEAU DU PARLEMENTARISME



« Il faut que les entreprises gagnent de l'argent » a déclaré Pompidou lors de sa conférence de presse du 10 juillet 1969. (A.F.P.)

Mais il sera par contre infiniment plus difficile à Pompidou d'en faire autant, parce qu'il lui manquera précisément le prestige nécessaire pour être capable de gouverner contre l'avis, et les appétits, de sa propre majorité. De ce point de vue, ce n'est d'ailleurs pas le premier mois du septennat pompidolien qui nous contredira.

Car ce qui a été immédiatement visible, ce furent les égards que le nouveau Président de la République se sentait obligé de témoigner à la chambre. La désignation de Chaban-Delmas, qui présida celle-ci durant onze ans, comme premier ministre, était peut-être due à de toutes autres raisons, mais elle en prenait, néanmoins, figure de symbole. Et, en tout cas, les laborieux dosages, dignes en tous points de feu la Quatrième République, qui furent nécessaires pour former le nouveau gouvernement, montrèrent bien que les députés de la majorité entendaient désormais avoir leur mot à dire, et à être écoutés.

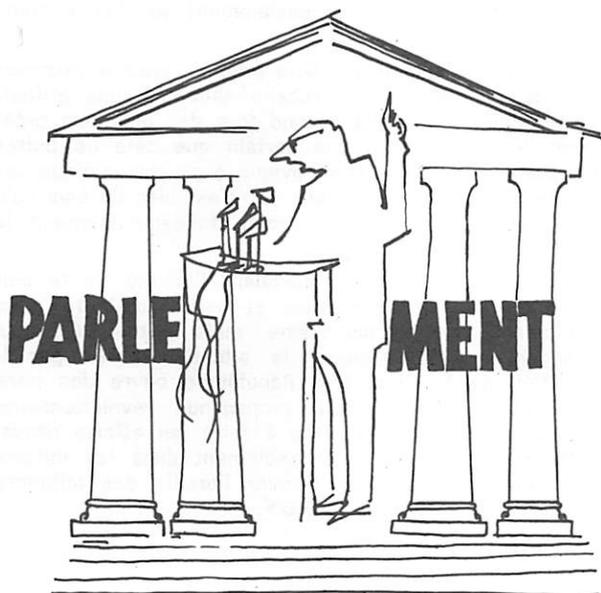
On en est d'ailleurs pratiquement arrivé à voir un chef de l'Etat demander aux députés de sa majorité d'être patient, de ne pas se bousculer, en leur promettant qu'il y aurait des portefeuilles pour tout le monde. Et il est vrai que si l'on en juge par le nombre de ministres, de secrétaires d'Etat, et de sous-secré-

aires d'Etat qui composent le cabinet Chaban, il suffira de quelques remaniements ministériels pour que cette promesse soit tenue.

Mais la composition du nouveau gouvernement n'est pas seulement significative par la pléthore de marquins distribués. Elle l'est aussi par les changements intervenus par rapport à l'équipe du cabinet Couve de Murville. L'éviction d'Edgar Faure est incontestablement un trait marquant. On se souvient de la manière dont de Gaulle avait dû l'imposer, non sans quelques remous, comme ministre de l'Education Nationale, à l'ensemble des députés U.D.R. Ce fut d'ailleurs Pompidou, au congrès de la Baule, qui fut le porte-parole du général président contre la fronde des godillots. Eh bien, cela ne l'a pas empêché, dès son arrivée à l'Élysée, de signifier son congé à ce cher Edgar, afin de ne pas faire de peine plus longtemps à ces mêmes députés U.D.R.



Un ministre de Louis Philippe, dont le règne se termina par la révolution de 1848, avait lui aussi lancé une formule semblable qui resta célèbre : « Enrichissez-vous », avait-il dit à la bourgeoisie ! (R. Viollet)



Et si Debré a, lui, réussi à conserver un ministère, le fait qu'il ait dû quitter les Affaires étrangères est tout aussi significatif. Car il y incarnait la politique de désengagement atlantique de de Gaulle (encore que celui-ci avait mis bien de l'eau dans son vin après mai 1968, pour essayer de garder l'appui des petits

bourgeois que sa politique effrayait quelque peu en ce domaine) et de rapprochement avec l'Est. Il est infiniment probable que sous la houlette de l'européen Maurice Schumann, nous verrons le Quai d'Orsay s'orienter vers une politique étrangère infiniment plus classique.

Finalement, Poher n'avait pas tort, quand, pendant la campagne électorale, il accusait Pompidou de lui avoir volé son programme, ou du moins ce qui lui en tenait lieu. Car on se demande bien en quoi la politique du maire d'Ablon aurait été différente, s'il avait été élu.

Et si elle prêtait à la plaisanterie, la fameuse formule giscardienne du « changement dans la continuité » n'était pas fausse. Car sous la même étiquette gaulliste, c'est bien à un profond changement dans la manière de gouverner que nous assistons depuis l'élection de Pompidou.

C'est d'ailleurs maintenant que nous allons savoir dans quelle mesure les institutions mises en place par de Gaulle en 1958 pour assurer la stabilité gouvernementale sont capables de jouer leur rôle. Car, tant que de Gaulle était là, la situation se trouvait faussée, de ce point de vue, par la nature bonapartiste du régime, qui lui assurait une stabilité en grande partie indépendante de ces institutions.

C'est maintenant aussi que nous allons savoir si le grand parti de droite, l'U.D.R., auquel ces réformes institutionnelles avait donné naissance, est viable, et si sa cohésion survivra au départ du général-président.

En un mot, c'est seulement maintenant que nous allons savoir dans quelle mesure la Cinquième République est si différente que cela de la Quatrième.

LE P.C.F. SANS PERSPECTIVES PARLEMENTAIRES

Mais le paradoxe de la situation créée par le départ de de Gaulle, c'est que si le régime s'oriente, sous la présidence de Pompidou, vers un retour à une certaine vie parlementaire, il est plus que probable que cette évolution va contribuer à isoler encore plus le P.C.F., et, par la même occasion, va rendre plus manifeste sa totale absence de perspectives sur ce même terrain parlementaire.

Nous avons déjà vu cela au moment des élections présidentielles : le succès des non au référendum a sonné le glas de « l'unité de la gauche », parce que, dans les circonstances créées par le départ de de Gaulle, la S.F.I.O. ne pouvait pas prendre le risque d'une victoire électorale remportée sous le drapeau de cette « unité de la gauche », avec tout ce que cela pouvait entraîner d'espoirs et d'illusions (et les illusions peuvent être un temps mobilisatrices) chez les travailleurs. La S.F.I.O. est un parti trop responsable, du point de vue des intérêts de la bourgeoisie pour payer d'un tel risque un succès électoral.



La signature de l'accord entre la F.D.G.S. et le P.C.F., le 28 février 1968 à Paris. Depuis, de Gaulle est parti, mais « l'unité de la gauche » aussi.

Il est probable qu'il en sera de même demain, pour les prochaines élections législatives par exemple, car si « l'unité de la gauche » était possible, et sans danger, tant que de Gaulle était là — puisque de toute manière le pouvoir était indépendant de la chambre, — il ne saurait en être de même dans un régime parlementaire. Et sur ce plan là aussi, nous serons en quelque sorte ramenés à la Quatrième République, car il ne faut pas oublier que de 1947 à 1958, même dans les périodes de montée relative de la gauche comme en 1956, le Parti Communiste resta toujours isolé sur le terrain électoral, et que ce fût seulement le gaullisme qui lui permit pour un temps de sortir de cet isolement.

C'est, pour les révolutionnaires, l'aspect le plus intéressant du problème. Car si le P.C.F. a pu duper ses militants pendant des années en leur expliquant que l'on ne pourrait vaincre de Gaulle que sur le plan électoral, et que grâce à l'unité avec les Guy Mollet et consorts, il lui sera bien difficile de reprendre le même langage pour Pompidou, surtout dans une période

où la S.F.I.O. tourne ostensiblement le dos à toute perspective unitaire.

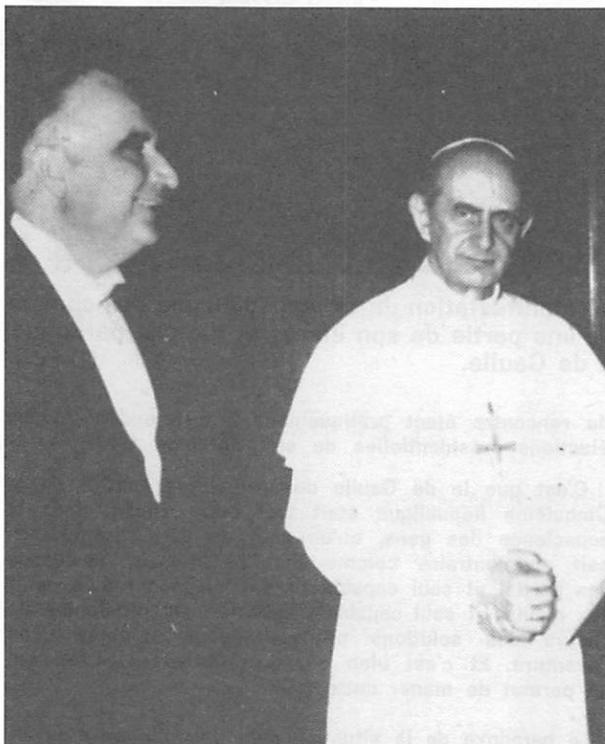
Cela a déjà amené le P.C. à prendre, pour la première fois dans un scrutin à l'échelle nationale, une attitude abstentionniste lors du second tour des élections présidentielles, et il n'est pas certain que cela ne puisse pas l'amener encore, dans l'avenir, à gauchir quelque peu ses positions et son attitude, car c'est bien de cela qu'il s'agit, même si sa nature reste fondamentalement la même.

Quoi qu'il en soit, en dévoilant l'inanité de la politique des « voies pacifiques et parlementaires », non seulement vers le socialisme, mais même vers tout changement démocratique, la situation créée par la mutation de la Cinquième République ouvre des perspectives favorables à la propagande révolutionnaire, si les gauchistes sont prêts à faire les efforts nécessaires pour sortir de leur isolement dans les milieux « marginaux », et pour trouver l'oreille des militants ouvriers influencés par le P.C.F.



NAISSANCE ET MORT DU BONAPARTISME GAULLISTE

S i la démission de de Gaulle a incontestablement marqué la fin de la période bonapartiste inaugurée en mai 1958, il ne faudrait pas en conclure que les assises de son pouvoir étaient restées inchangées, égales à elles-mêmes, durant ces onze années. Bien au contraire, nous avons assisté, au fil des ans, depuis 1962, au rétrécissement des bases sociales de ce bonapartisme, et on peut même dire que, depuis cette date, celui-ci ne faisait que se survivre.



Pompidou à Rome en janvier 1969, lors du voyage où, mine de rien, il annonça qu'il serait éventuellement candidat s'il y avait une élection présidentielle.

En voyant le Pape, prévoyait-il le NON au référendum, ou une extrême-onction ? (A.F.P.)

En effet, la bourgeoisie française avait appelé de Gaulle au pouvoir, en mai 1958, pour résoudre deux problèmes, différents, mais aussi étroitement liés, celui des institutions et de l'instabilité gouvernementale d'une part, et celui de l'Algérie d'autre part.

Le premier de ces problèmes se posait depuis 1947, et la fin du tripartisme (c'est-à-dire de la coalition gouvernementale P.C.F. . . S.F.I.O. . . M.R.P.). On assistait en effet depuis lors à une véritable valse des ministères qui se succédaient à un rythme affolant. C'est que, exilé dans l'opposition par la bougeoisie, qui, avec la guerre froide, ne voulait plus voir au gouvernement que des partis « nationaux », le P.C.F. n'en continuait pas moins à représenter entre un quart et un cinquième du corps électoral, et, à la chambre, de 100 à 150 députés.

Compte tenu de l'extrême droite, (le R.P.F. après 1951, les poujadistes en 1956, et une partie des Indépendants), c'est de 200 à 250 députés qui se trouvaient systématiquement dans l'opposition, ce qui réduisait considérablement les possibilités de constituer une majorité gouvernementale solide. Et de fait, une multitude de groupuscules parlementaires du centre et de la droite prétendait au titre d'arbitre de la situation, et pour un oui ou pour un non, pour un ministère ou un secrétariat d'Etat, faisait et défaisait les gouvernements.

Ce n'est pas que la constitution de la Quatrième République ait été en soi, du point de vue bourgeois, particulièrement mauvaise. Mais elle avait été rédigée à une époque révolue, celle du tripartisme, et il était nécessaire de l'adapter à la nouvelle situation. Or, si tout le monde, à la chambre, se trouvait d'accord pour proclamer la nécessité d'une révision de la constitution, dans les faits, aucune des groupuscules parlementaires qui avaient proliféré dans cette situation n'éprouvait l'envie de se suicider en procédant à une modification profonde des institutions.

Sur ce problème institutionnel était venu se greffer, depuis 1954, celui de la guerre d'Algérie, que l'instabilité gouvernementale rendait insoluble. En effet, si la bourgeoisie française était rapidement arrivée à la conclusion qu'il lui faudrait, là comme ailleurs, consentir à l'inéluctable, c'est-à-dire à l'indépendance, aucun gouvernement ne parvenait à imposer cette politique à une chambre réactionnaire, pour qui le million de « pieds noirs » qui vivait en Algérie représentait une masse de manœuvre politique importante. La droite utilisait le problème algérien comme un cheval de bataille, hurlant à « l'abandon » dès qu'un gouvernement faisait mine de vouloir engager le dialogue avec le F.N.L., et pour ne pas paraître moins « national », le centre faisait chorus.

Depuis les élections de 1956, qui avaient pourtant vu le succès relatif des listes de « Front républicain », présentées par S.F.I.O. et les radicaux sur le programme de la paix en Algérie, trois gouvernements étaient

ainsi tombés, ceux de Guy Mollet, de Bourguès-Maunoury et de Félix Gaillard.

A chacune de ces crises parlementaires, une partie de la presse avait alors envisagé, et chaque fois avec un peu plus d'insistance, la possibilité d'un recours à de Gaulle.

Celui-ci, en effet, après avoir abandonné le pouvoir en 1946, s'était mis en réserve, sinon de la République, du moins de la bourgeoisie, attendant que son heure sonne pour appliquer une solution gouvernementale réactionnaire.

Les manifestations du 13 mai, à Alger, et la formation d'un Comité de salut public présidé par Massu, alors que Pflimlin, nouveau président du Conseil pressenti sollicitait l'investiture de la chambre à Paris — suivant les usages de la Quatrième République — allaient servir de prétexte, pour permettre à de Gaulle, suivant l'euphémisme que celui-ci devait employer, d'entamer « le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain... »

Dans ce « processus », de Gaulle, qui s'appuyait sur le chantage à la guerre civile, ne rencontre guère d'opposition. Incapable de trouver une autre issue à la situation, l'immense majorité des députés, de l'extrême droite à la S.F.I.O., allait en quelques jours, se rallier au sauveur suprême. Quant au P.C.F., loin de chercher à mobiliser les masses contre la venue au pouvoir de de Gaulle (il n'organise une manifestation de rue à ce sujet que le 28 mai, quinze jours après le début des événements), il se borne à soutenir « énergiquement », le gouvernement Pflimlin (allant jusqu'à voter en faveur des pouvoirs spéciaux exercés en Algérie par l'armée des Salan et des Massu, et même une motion de félicitations à celle-ci), tandis que ce même gouvernement se préparait à s'effacer « en douceur » devant de Gaulle.

Parvenu au pouvoir, comme président du Conseil de la Quatrième République, de Gaulle allait s'attaquer au problème institutionnel, préparant ainsi les bases de la Cinquième. Ce problème, de Gaulle pour ainsi dire, le résolut trois fois plutôt qu'une. D'abord, par le jeu de la nouvelle constitution qui rendit le gouvernement infiniment plus indépendant de la chambre. Ensuite, grâce à une loi électorale qui défavorisait systématiquement les minorités, et qui réduisit en novembre 1958, la représentation parlementaire du P.C.F. à dix députés. Enfin, parce que ces nouvelles institutions allaient amener, en quelque sorte « en prime », une partie de la droite à se regrouper dans un grand parti qui se forma sur le nom de de Gaulle, l'U.N.R. (future U.D.R.), et qui, dès les élections de novembre 1958 enregistra 17,6 % des suffrages, pour monter à 31,9 % en novembre 1962 et 37,75 % en mars 1967.

Si l'on traçait les courbes représentatives des voix obtenues personnellement par le chef de l'Etat d'une part, et par le parti qui s'est formé sur son nom d'autre part, ce qui serait d'ailleurs remarquable, et particulièrement significatif de l'évolution du régime, c'est qu'elles ne sont pas parallèles, la seconde étant constamment ascendante comme nous venons de le voir, et de la première, descendante depuis 1962, le point



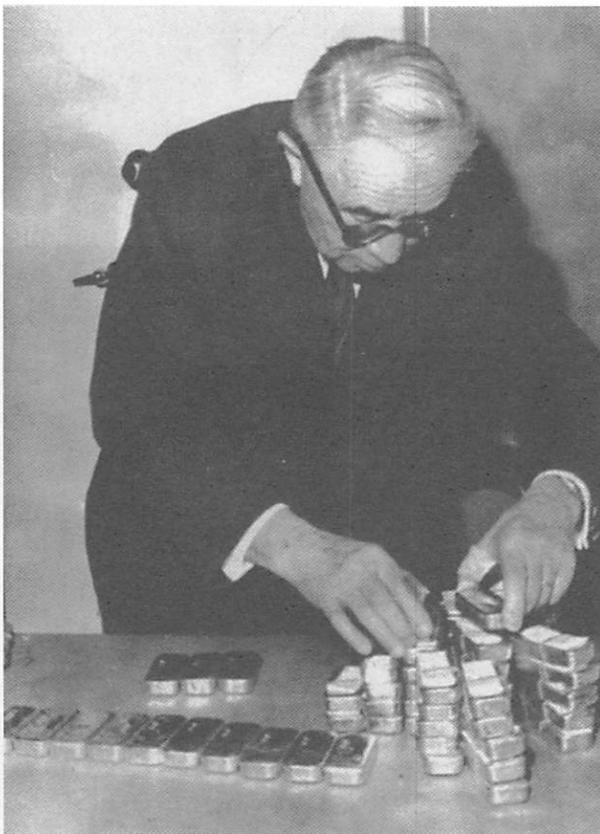
La manifestation du 13 mai 1968, une des choses qu'une partie de son électorat n'a pas pardonné à de Gaulle. (U.P.I.)

de rencontre étant pratiquement le référendum et les élections présidentielles de ce printemps 1969.

C'est que le de Gaulle des premières années de la Cinquième République était tout autre chose, dans la conscience des gens, qu'un chef de parti. Il apparaissait au contraire comme l'arbitre régnant au-dessus des partis, et seul capable de les empêcher d'en venir aux mains, et seul capable d'apporter aux problèmes de l'heure des solutions efficaces, sans sombrer dans l'aventure. Et c'est bien sûr le problème algérien qui lui permet de mener cette politique.

Le paradoxe de la situation dans laquelle se trouvait de Gaulle, en mai 1958, c'est qu'il était venu au pouvoir porté par une insurrection de droite en Algérie, et que la politique algérienne qu'il était venu faire, était au contraire celle que la gauche parlementaire s'était montrée incapable de mettre en œuvre. Mais cette ambiguïté, si elle contribue à retarder la fin du conflit algérien, le sert dans la mesure où elle lui permet d'apparaître aux yeux de tous comme le sauveur, même s'il était censé sauver les uns et les autres de maux contradictoires.

C'est ainsi que pour les pieds-noirs, et la droite, il se fit, du moins dans les premières années, le gardien de l'Algérie française, partie intégrante de cette France qui devait aller « de Dunkerque à Tamanrasset », alors



Les pavés « dorés » qui furent les plus meurtriers pour de Gaulle lors de la crise financière de novembre 1968. (A.F.P.)

que pour le reste de la population métropolitaine Il apparaissait au contraire, devant la démission de la gauche, comme le seul homme qui puisse empêcher l'armée et les ultras de s'emparer du pouvoir.

C'est ainsi, également, que pendant des années, Il gouverna en s'appuyant tour à tour sur les forces les plus diverses, et les plus opposées : l'armée, le F.N.L., l'O.A.S. et les organisations ouvrières traditionnelles:

Le de Gaulle de cette époque-là, qui venait de s'emparer du pouvoir en s'appuyant sur les émeutes algériennes éprouvait le besoin de légitimer son pouvoir par le recours fréquent au référendum. Mais les résultats des trois consultations référendaires organisées pendant la guerre d'Algérie mettaient précisément en évidence le caractère bonapartiste du régime (79,25 % de oui au référendum constitutionnel de septembre 1958, 75, 26 % au référendum sur la politique « d'autodétermination » en Algérie de janvier 1961, 90,70 % de oui, enfin, au référendum sur les accords d'Evian en avril 1962). Jamais le régime ne retrouvera de tels succès électoraux dans les années qui suivirent.

C'est qu'avec la fin de la guerre d'Algérie allaient disparaître les antagonismes sociaux et politiques ouverts sur lesquels de Gaulle s'appuyait, et cela d'autant plus rapidement qu'une conjoncture économique relativement favorable permit aux centaines de milliers de

« rapatriés » de s'insérer sans crise dans la société métropolitaine, et priva ainsi l'O.A.S. de la seule base de masse sur laquelle elle aurait pu s'appuyer.

Désormais, si de nouveaux éléments n'intervenaient pas dans la situation politique, le régime ne pouvait évoluer que dans un sens de moins en moins bonapartiste. De Gaulle le sentit très bien, qui dès l'automne 1962, annonça une nouvelle réforme constitutionnelle, et l'élection du président de la République au suffrage universel renforçant ainsi le prestige dont devrait jouir le président de la République, et son indépendance par rapport aux « notables » (puisque c'est eux, qui, à l'origine, éalisaient le président de la République dans le cadre de la constitution de 1958). Pour la première fois, d'ailleurs, et pour la dernière en ce qui concerne, l'opposition — c'est-à-dire une partie de ces « notables » — droite et gauche mêlées obtint la majorité à la chambre et vota la censure par 280 voix sur 400 députés. Mais le référendum organisé à ce sujet en octobre 1962 montra avec 62,25 % de oui, que le prestige du général, s'il ne lui avait permis de faire un score comparable à ceux des précédentes consultations de ce type, n'était pas encore mort.

Pourtant, l'usure du gaullisme, liée à la disparition des bases sociales de son bonapartisme, commençait déjà à se manifester. Et elle allait devenir évidente trois ans plus tard, lors du premier tour des élections présidentielles de 1965, à l'issue duquel de Gaulle ne devait obtenir que 43,97 % des suffrages exprimés, et être mis en ballottage.

Le ballottage, c'est une situation indigne d'un bonaparte, et déjà, à cette époque là, on avait évoqué la possibilité d'une nouvelle retraite à Colombey de de Gaulle.

Il n'en fut rien, mais les événements du printemps 1968 allaient finir, trois ans plus tard, d'user, politiquement s'entend, de Gaulle, après que celui-ci ait rendu un ultime service à la bourgeoisie en ayant résisté à la crise comme, sans doute aucun autre homme d'Etat bourgeois n'en aurait été capable.

C'est que le bonapartisme n'est pas seulement affaire de bases sociales. N'est pas bonaparte qui veut. Il faut encore, pour pouvoir jouer ce rôle un prestige personnel, un passé, un personnage, qui permette de le faire. Et si les bases sociales du bonapartisme gaulliste avaient pratiquement disparu dès 1962-63, le prestige de de Gaulle, lui, existait toujours dans une large mesure, et lui a permis de se tirer de cette situation aux moindres frais. Cependant, ce même prestige avait reçu un coup terrible avec la crise de mai, notamment aux yeux de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie à qui de Gaulle répétait sans cesse que son régime était la meilleure garantie contre les troubles sociaux.

Et si la droite unanime lui accorda ses suffrages en juin 1968, assurant au parti gaulliste la plus belle victoire électorale de sa carrière, elle ne devait pardonner à de Gaulle ni la crise de mai, ni la crise financière de novembre.

C'est la rançon du bonapartisme, quand il est usé et a épuisé son rôle que de devoir se transformer ou se démettre !

La classe ouvrière après mai 68



Un meeting dans l'île Seguin aux usines Renault.

(U.P.I.)

POUR une bonne partie du mouvement « gauchiste », les treize mois qui se sont écoulés depuis les événements du printemps 1968 auront été assez décevants. Mai, à leurs yeux, n'a pas tenu ses promesses puisque les centrales syndicales ont fort bien survécu à leur trahison de Grenelle, et que l'absence de mouvements sociaux importants a permis au régime de la V^e République de se replâtrer sans risque.

Mais en fait, cette situation n'est nullement surprenante, ou du moins, elle n'a pu surprendre que ceux qui, prenant alors leurs désirs pour des réalités, avaient voulu voir dans la crise du printemps 68, sans même la moindre nuance, une crise révolutionnaire, avaient proclamé que la prise du pouvoir était à l'ordre du jour, ou même, plus simplement, avaient cru que la classe ouvrière, ayant pris conscience du rôle contre-révolutionnaire des appareils bureaucratiques, avait rompu avec eux, et que débarrassés de ces entraves, les mouvements spontanés allaient pouvoir se développer *crescendo*.

Cette manière de résoudre les problèmes réels des luttes ouvrières par des affirmations gratuites ne pouvait évidemment qu'amener ses utilisateurs à d'amères déceptions, et il est clair qu'on ne peut porter un jugement sain sur l'année politique qui vient de s'écouler qu'à partir d'une juste analyse de la signification réelle des événements de mai-juin 1968.

Et la première constatation qui s'impose à nous, c'est qu'après une année de calme relatif, qui n'a pas été une année de défaite, ni même de recul, la classe ouvrière a gardé ses forces intactes.

Il est vrai que dans les entreprises l'atmosphère n'est pas sensiblement différente, en général, de celle qui régnait avant mai. L'esprit contestataire n'a subsisté qu'un temps. Ainsi, on a pu voir les ouvriers de Renault refuser de pointer plusieurs semaines après la rentrée, les mensuels de la même usine

partager entre tous les mensuels, grévistes ou non, la paie intégrale qu'ils avaient reçue, mille réactions locales contre les chefs, les brimades ou les cadences. Mais ces mouvements sont restés limités et généralement l'ancien état de choses s'est rétabli. Le patronat a pu rattraper d'une main ce qu'il avait cédé de l'autre. A l'échelle de toute l'industrie, la productivité a augmenté de 8 % cette année, et cela donne une mesure de l'intensification du travail. La palme revient cependant au patronat des petites et moyennes entreprises de province qui a souvent intégré les primes au salaire de base pour ne pas augmenter les smigards ou n'a pas même versé les 10 % d'augmentation, comme dans nombre d'entreprises du bâtiment employant des ouvriers étrangers.

Il ne faut pas voir là une preuve de défaite ou de démoralisation. Car, dans l'ensemble, la classe ouvrière est restée forte et décidée, plus consciente de sa force et de ses possibilités qu'avant mai. Un certain nombre de directeurs sequestrés et une large partie de la maîtrise ont été rendus plus prudents. Cette combativité, les travailleurs savent à l'occasion l'utiliser. Nous avons vu une série de grèves locales, soit défensives, soit pour exiger que les promesses soient tenues à la S.N.C.F., à Renault - Le Mans, à la SOLLAC ou à Ducellier. Chaque fois, un secteur s'est révélé particulièrement combattif mais chaque fois aussi, le mouvement ne s'est pas étendu ne serait-ce qu'à l'ensemble des entreprises du groupe intéressé. Ni les cheminots, ni les travailleurs des autres usines Renault, ni les autres entreprises du groupe Ducellier ou de la Sollac n'ont réagi. Car si la classe ouvrière est restée forte, elle n'était pas décidée à déborder les syndicats. Et la C.G.T. a pu lancer en février une journée nationale bidon pour tenter de redorer son blason, l'ensemble des syndicats a pu, après Tilsitt, lancer une seconde journée d'action commune, avec manifestation cette fois, sans crainte d'être débordés, et de la même manière, pendant trois mois, arrêter toute lutte sous des prétextes électoraux sans jamais être mis en difficultés.

DES APPAREILS SYNDICAUX INTACTS

L'attitude des travailleurs dans les usines face aux syndicats n'a pas changé. Les syndicats n'ont ni payé le fait d'avoir bradé le mouvement de mai aux moindres frais pour la bourgeoisie, ni connu un gonflement massif de leurs effectifs comme en 36, mais ils se seraient plutôt un peu renforcés. Sur le plan du recrutement, la C.G.T. se réclame depuis mai de 400.000 cartes supplémentaires, acquises essentiellement dans les petites entreprises où de nouveaux syndicats se sont créés.

La C.F.D.T., signataire elle aussi des accords de Grenelle, touche le prix de sa démagogie gauchiste ; elle revendique 150.000 cartes supplémentaires, essentiellement dans les grosses entreprises. Même si ces chiffres sont exagérés, ils indiquent le mouvement. A l'inverse, aucune opposition se réclamant du syndicalisme révolutionnaire, n'est apparue au sein des syndicats.

Les élections dans les entreprises confirment cette stabilité.

Si localement, il a pu y avoir une poussée plus ou moins importante d'attitudes contestataires, il n'ap-

paraît pas un courant sérieux. Les changements dans le collège ouvrier se limitent généralement, dans les grosses entreprises, à un transfert d'un petit pourcentage de voix C.G.T. à la C.F.D.T. moins compromise, au rayage des responsables syndicaux les plus marqués par leur attitude lors de la reprise. Et, transformation annexe accessoire, dans le collège employé, la C.F.D.T. perd des voix que son gauchisme verbal effraie tandis qu'autour des cadres briseurs de grève partisans de la soi-disant liberté du travail sont apparus des syndicats indépendants (en général de peu d'influence quand ils n'étaient pas déjà implantés auparavant).

Si les travailleurs ont maintenu une attitude identique face aux syndicats, c'est que mai n'a fait que confirmer de manière éclatante ce que la majorité d'entre eux pensaient déjà. Et les travailleurs, dans leur ensemble, jugent assez bien de la situation. S'ils vont voter massivement, dans la plupart des grandes entreprises, c'est qu'ils ont conscience que l'institution des délégués leur apporte une protection individuelle non négligeable. Et il est de fait que la majorité des ouvriers combattifs et dévoués se battent à la base des syndicats pour faire respecter le mini-

mum des acquis individuels et collectifs que le patronat tente constamment de grignoter. Leur dévouement n'est pas en cause. Pour la majorité d'entre eux, qui ne grimperont pas dans l'appareil syndical, être délégué c'est être en butte aux pressions patronales dans le seul but de défendre leurs camarades de classe. Mais les travailleurs savent aussi que les syndicats se refusent à toute lutte d'envergure, ou même un tant soit peu déterminée, contre la bourgeoisie et son Etat. Et ceci explique dans une large mesure la désertion des syndicats, le nombre restreint de cartes placées. Non que la classe ouvrière dans son ensemble souhaite actuellement mener un combat très offensif, mais même sur le plan de la lutte au jour le jour, les syndicats français sont relativement inefficaces.

Du fait de leur division d'abord, mais surtout parce que la débile bourgeoisie française est incapable d'accorder des concessions un tant soit peu substantielles sans remettre en cause son propre équilibre. Et les syndicats réformistes et stalinien, dont



LA CONFERENCE DE GRENELLE

Comme on le voit, les acteurs d'aujourd'hui sont les mêmes que ceux d'alors. Et tout ce beau monde paraît bien content de soi. (A.F.P.)

le combat consiste à recueillir pour la classe ouvrière les miettes de la prospérité capitaliste, doivent se contenter en France d'avantages dérisoires et sont contraints de briser des luttes, même quand les revendications en cause ne semblent pas très importantes. A chaque secousse, les militants de base expliquent que pour une raison ou pour une autre, la lutte n'est pas encore possible, ou trop dangereuse, et les appareils locaux sont devenus experts au cours des années pour mener tous les semblants de combats possibles. Car s'il faut qu'il y ait un minimum d'agitation pour que les syndicats puissent ne serait-ce que maintenir l'acquis et être reconnus comme interlocuteurs par la bourgeoisie et son Etat, il faut aussi que cette agitation soit extrêmement limitée. D'où la multiplicité des formes de lutte telles que pétitions, envois de délégations, débrayages limités... ou grandes journées nationales d'avertissement à répétition. Aussi, ce qu'une large part de la classe ouvrière reproche aux syndicats, ce n'est évidemment pas d'avoir renoncé à la lutte révolutionnaire, c'est d'être même incapable de mener correctement la

lutte indispensable pour les revendications élémentaires. La France est le pays occidental où la semaine de travail est la plus longue pour des salaires relativement médiocres.

Cette situation d'ensemble préexistait à mai 68 et mai ne l'a pas changée mais confirmée. Et cela n'a rien d'étonnant. Car mai a eu un caractère ambigu. Bien que la classe ouvrière ait formé les gros bataillons, la force la plus combattante, la plus décidée fut composée de quelques dizaines de milliers de jeunes, étudiants et lycéens, appuyés sur les barricades par quelques milliers de jeunes ouvriers. Mai a d'abord été un mouvement de la jeunesse intellectuelle. La classe ouvrière, stupéfaite de la faiblesse révélée du régime est entrée en lutte pour profiter de l'occasion et tenter d'abattre un régime détesté. Mais ce ne fut pas contre les appareils. Dans toute la France, à l'exception des quelques premières usines qui sont entrées dans la lutte, ce sont les militants cégétistes qui ont lancé le mouvement, souvent par peur d'être débordés. Et, contrairement aux illusions de nombre de gauchistes, le frein que constitue l'appareil des syndicats n'a pas été brisé. Il s'est levé un temps, pour retomber lourdement après les accords de Grenelle, et pousser à la reprise une fois le mouvement désamorcé et tout risque d'apparition d'organes ouvriers indépendants écarté. A l'exception de quelques usines, comme Flins, Peugeot, Sud-Aviation Bouguenais, nulle part les appareils ne furent débordés. Les comités de grève ou les comités de base ne se sont pas généralisés dans les usines, et quand ils existaient, ils étaient soit de peu d'influence, soit entièrement contrôlés par les syndicats. Il y a eu, certes, dix millions de grévistes, dont une partie espérait un changement de gouvernement, mais ils n'étaient pas dans leur plus grand nombre prêts à aller dans cette voie au-delà de ce que la direction du P.C.F. et ses militants leur demandaient de faire. Dans l'immense majorité des cas, il y a eu occupation des usines par des piquets constitués essentiellement de militants du P.C.F.

Pourquoi les travailleurs n'ont-ils pas participé massivement à l'occupation des usines ? Pourquoi les jeunes qui avaient été artisans de la grève au début et qui ont suivi l'exemple des étudiants qu'ils ont rejoint sur les barricades, n'ont-ils pas participé de façon plus consciente à la grève ? Les raisons sont multiples. Il a eu cependant le fait déterminant que le P.C. et les appareils syndicaux ont tout fait pour que les travailleurs restent chez eux et ne participent pas à l'occupation des entreprises. Le P.C. et la C.G.T. voulaient absolument couper les étudiants des ouvriers et contrôler le mouvement. Le plus simple était de fermer les usines aux étudiants et de renvoyer les ouvriers chez eux. En ce sens, mai 68 a été très différent de juin 36. L'explosion sociale de 36, bien que moins étendue, était autrement « sauvage », et le patronat ne s'y est pas trompé, il a cédé bien plus à Matignon qu'à Grenelle. La différence réside bien sûr dans l'existence d'un appareil syndical pléthorique qui encadre et contrôle les mouvements dans les principales entreprises, et qui était pratiquement inexistant à l'époque, mais surtout dans le déterminisme de l'explosion et ses causes profondes autant que circonstancielles.

Il n'en découle pas que rien n'est changé dans la conscience ouvrière. Les changements sont simplement plus limités que d'aucuns l'espéraient, illusionnés peut-être par la sympathie nouvelle avec laquelle une fraction de la classe ouvrière, dont ils s'exagéraient l'importance, regardaient vers les idées



A Tilsitt, en mars 1969, il n'y a plus de grève et le patronat n'a plus besoin de faire des sourires aux dirigeants syndicaux. (A.F.P.)

révolutionnaires. Après dix ans de gaullisme, les travailleurs ont renoué avec la tradition de la grève générale et ont pu vérifier dans les faits qu'elle était possible, que la menace de répression sanglante par le régime que brandissaient les directions syndicales, tant pour effrayer leurs militants que l'ensemble des travailleurs, n'était actuellement qu'un épouvantail. Enfin mai a révélé, une fois de plus, la puissance écrasante d'une classe ouvrière en action. Ce potentiel de lutte intact, cette conscience plus élevée de sa force par la classe ouvrière, pèse depuis un an sur la situation politique et sociale française. Il reste que depuis un an ce potentiel de lutte ne s'est pas réalisé, que le calme social s'est maintenu, permettant au régime de se replâtrer après le coup de boutoir de mai alors que les revendications pourtant limitées, tant politiques qu'économiques, n'avaient pas été acquises.

C'est justement parce que les objectifs que se fixait la majorité de la classe ouvrière étaient limités

que le semi-échec de mai 68 semblait boucher toutes perspectives. En effet, ce qu'une grève générale de dix millions de travailleurs durant cinq semaines n'avait pu obtenir, quels moyens de lutte permettaient de l'arracher, dès lors qu'on refusait les moyens extrêmes ? Pendant les dernières années du régime gaulliste, alors que les syndicats prônaient les cascades de petits mouvements, c'est le fort courant ouvrier pour une généralisation des mouvements qui avait imposé aux appareils la tactique des grandes journées nationales d'action qui était un semblant de début de grève générale. Celle-ci paraissait alors comme un moyen tout-puissant de faire céder le patronat et le gouvernement.

Après mai 68, la grève générale a eu lieu et son efficacité s'est révélée douteuse. Certes, les révolutionnaires n'ignorent pas que la grève générale sans mobilisation des travailleurs, sans sa transformation en lutte politique n'a rien d'une arme absolue. Il n'empêche que, pour les travailleurs, mai se terminait par une déception. Les syndicats avaient confirmé qu'ils n'étaient pas prêts à diriger de manière efficace une lutte d'ensemble, et celle-ci sans direction, se révélait inefficace. Que restait-il à faire après l'échec de la grève générale ? Sur le plan revendicatif, la situation semblait bouchée, tant que les syndicats qui restaient les maîtres de l'organisation des luttes ne changeaient pas d'attitude.

Par ailleurs, les quelques améliorations qu'avait apportées Grenelle atténuèrent momentanément le mécontentement ouvrier et les attaques gouvernementales restaient finalement très prudentes ; dans cette conjoncture, si les mouvements locaux, de défense pouvaient éclater, toute nouvelle généralisation a pu paraître sans objet. Et c'est ce qui a permis aux syndicats de relancer une grande journée nationale d'action sans risques de débordement, suivie par les travailleurs avec lassitude parce qu'« il fallait bien faire quelque chose ». L'absence presque complète de luttes d'envergure cette année (ce qui n'est jamais que la situation des années qui précédèrent 1968), n'a pas d'autres causes que le manque de perspectives.

VERS DE NOUVELLES LUTTES ?

Que la trêve sociale ne révèle pas un affaiblissement du potentiel de lutte des travailleurs, il suffit de voir l'attitude du nouveau gouvernement pour s'en rendre compte. Si Pinay a refusé d'en faire partie, c'est que les Français, dit-il, « ne sont pas prêts aux mesures d'austérité ». Si Giscard d'Estaing promet qu'il n'y aura pas de nouveau plan de stabilisation, c'est qu'il craint, à l'évidence, les réactions ouvrières. Il n'empêche que l'attentisme actuel ne peut durer.

D'abord, les nécessités de défense du franc exigent de la bourgeoisie des mesures classiques employées par tout gouvernement dans des cas analogues : hausse des tarifs publics, attaque de la Sécurité sociale, semi-bloquage des salaires. La prudence actuelle du gouvernement répond d'abord à son désir de s'installer dans le calme.

L'attitude du P.C. et de la C.G.T. facilite actuellement cette installation en continuant à freiner les luttes dans les secteurs mêmes où une défense des

intérêts immédiats l'exigerait : l'aéronautique menacée de licenciements massifs par exemple.

Mais on ne peut éviter indéfiniment que les problèmes ne se posent. Non seulement des luttes revendicatives vont s'avérer nécessaires face aux « sacrifices » que veut imposer le gouvernement, mais encore la base même des organisations politiques et syndicales ouvrières et spécialement celle du P.C. se trouve confrontée à de nouveaux problèmes. Les militants qui organisent les luttes à la base ne peuvent après les élections présidentielles et l'effondrement de leurs espoirs de solution politique, celle d'un gouvernement de la gauche, avoir le même comportement. Car le fait déterminant, c'est que le P.C.F. qui disait il y a encore quelques mois, qu'aucune revendication ne pourrait aboutir tant que de Gaulle ne serait pas parti, qu'il fallait surtout s'occuper de renover la démocratie, en clair de s'acquiescer avec les Defferre ou les Mitterrand, le P.C.F., demain, ne pourra plus se contenter de ces seuls propos. Ses militants ont pu voir que cette politique ne mène

qu'à l'impasse et qu'il ne reste aux travailleurs qu'à se défendre avec leurs propres armes. Devant l'absence de perspectives politiques et les attaques gouvernementales qui s'annoncent, les syndicats et en particulier la C.G.T. vont devoir mener un minimum de luttes. Si la voie électorale semble complètement bouchée, si l'unité de la gauche qui devait remplacer le gaullisme semble remise aux calendes grecques, la classe ouvrière n'a plus qu'à reprendre la lutte. Les militants cégétistes ne peuvent après l'abstention du P.C.F. avoir maintenant d'autres perspectives. Bien plus, la direction C.G.T. elle-même, tant pour limiter l'offensive patronale et s'imposer comme interlocuteur valable que pour contrôler les luttes des travailleurs, doit recommencer à animer un minimum d'agitation dans les entreprises. Dans la situation actuelle, il est aisé de prévoir que les luttes qu'organiseront la C.G.T. (suivie des autres centrales) ne dépasseront probablement pas les grèves locales, corporatives ou limitées.

Bien sûr, dans la mesure de ses moyens, le Parti Communiste tentera d'éviter une épreuve de force avec le nouveau régime. Mais nous savons aussi, et mai l'a démontré, que les travailleurs conscients, même peu nombreux, peuvent le contraindre à le faire. Et il le fera, s'il craint d'être débordé sur sa gauche, comme il l'a fait en mai 68.

Une classe ouvrière puissante, et qui n'est absolument pas décidée à tolérer les attaques gouvernementales contre son niveau de vie, une C.G.T. nécessairement plus combative au moins localement, les possibilités d'action vont être incomparablement plus importantes que pendant l'année écoulée, et des perspectives nouvelles vont s'offrir aux militants ouvriers révolutionnaires dans la période à venir. A condition toutefois de savoir exprimer dans un programme juste, les besoins et les sentiments des travailleurs, de savoir apporter des solutions aux problèmes que cette nouvelle situation peut poser.

Si les luttes locales dans un premier temps peuvent apparaître comme plus faciles, moins « coûteuses », et surtout plus facilement contrôlées par la base et recevoir pour cela l'adhésion des travailleurs,

les révolutionnaires devront montrer que ces luttes sont sans perspectives, contre une attaque d'ensemble de la bourgeoisie et de son gouvernement. Pire : qu'en les multipliant, on détruit une partie du potentiel de lutte ouvrier et qu'on prend le risque d'être défaits les uns après les autres. Il faudra défendre les revendications générales plutôt que les revendications particulières, même si ces dernières peuvent paraître plus faciles à obtenir pour certaines catégories de travailleurs qualifiés. Il faudra enfin reprendre et défendre le programme que les directions des grandes centrales ont laissé choir en mai : l'échelle mobile des salaires, les 100.000 AF mensuels garantis pour tous (et on devrait dire 120.000 maintenant), l'échelle mobile des heures de travail (répartition du travail existant entre tous les bras), seule défense efficace contre le chômage, enfin le retour immédiat aux 40 heures.

Seules ces revendications d'ensemble peuvent entraîner un mouvement d'ensemble. Et seule la prise en main par les travailleurs dans le cadre de leurs comités de grève de ce mouvement peut leur assurer une efficacité.

Et les militants C.G.T. qui seront les organisateurs et dirigeants des luttes à venir, ne peuvent pas ne pas être sensibles au fait que non seulement la situation donne raison aux ouvriers révolutionnaires, mais que de plus, l'avenir exige, pour que les luttes aboutissent, qu'on reprenne leur programme et leur orientation. Car la force des idées révolutionnaires dépasse largement la force de tous les groupes réunis. Et les militants cégétistes et communistes pourront plus difficilement s'opposer à la propagation de nos idées dans les syndicats et les usines, car ces idées seront de plus en plus les leurs, dans l'expérience même des luttes. C'est ce qui permettra aux révolutionnaires de défendre plus facilement leurs idées.

Chaque lutte à venir, confirmera, renforcera leurs positions et leurs idées, partagées par une minorité actuellement, mais qui, quand les masses s'en empareront, deviendront la force décisive de la transformation de cette vieille société.



Débrayage chez Renault à Flins le 5 décembre 1968. (U.P.I.)



La Faculté de Médecine de la rue des Saint-Pères occupée en mai-juin 1968.

(U.P.I.)

LES ETUDIANTS REVOLUTIONNAIRES DANS L'IMPASSE

La crise de mai 68 a placé sur le devant de la scène politique le mouvement étudiant, mais ce n'était pas la première fois que les étudiants faisaient parler d'eux, et l'U.N.E.F. avait déjà été l'avant-garde de l'opposition à la guerre d'Algérie. Mais jamais encore l'action des étudiants n'avait connu un tel retentissement et entraîné de telles conséquences : de Gaulle leur doit, en dernière analyse, d'avoir repris le chemin de Colombey.

La flambée étudiante de mai n'est pas particulière à notre pays : de Berlin à Mexico en passant par Prague, Varsovie, Rome, Madrid et Barcelone, sans oublier l'action des étudiants américains contre la guerre du Vietnam et les luttes désormais célèbres des étudiants japonais de la Zengakuren, partout l'université fut le théâtre de luttes violentes et souvent prolongées. Et ce n'est pas un phénomène sporadique ou circonstanciel. récem-

ment encore, ce sont les étudiants d'Amérique latine qui se sont mobilisés à toutes les étapes du voyage de Rockefeller pour manifester leur haine de l'impérialisme américain au cours de bagarres toujours violentes et souvent meurtrières.

Ainsi, partout dans le monde, une fraction importante de la jeunesse intellectuelle se montre-t-elle prête à combattre pour les idées révolutionnaires. Partout aussi, la bourgeoisie regarde avec consternation ses fils en colère se dresser contre sa propre domination. Partout enfin, la répression est dure, et parfois sanglante comme à Mexico.

Mais un fait demeure acquis : les universités semblent devenues des foyers de troubles et d'insécurité permanents pour les gouvernements bourgeois et dictatoriaux. Les idées révolutionnaires s'y propagent avec un étonnant succès, et si la masse des étudiants est encore loin d'être radicalisée en permanence, les plus avancés s'opposent de façon irréductible à la vieille société.

Cette adhésion d'une partie importante de la jeunesse intellectuelle aux idées révolutionnaires n'est pas fortuite, elle est au contraire le produit de la décomposition du monde capitaliste. Ce dernier, en crise permanente, devient de moins en moins capable d'offrir à ses jeunes l'avenir qu'ils étaient en droit d'espérer. En tant que jeunes et en tant qu'intellectuels, les étudiants voient leurs conditions de vie et d'études se dégrader de jour en jour. Plus encore, le régime capitaliste, parvenu au stade de l'impérialisme décadent, ne se survit plus qu'en imposant à toute la société un carcan de fer. Dictature, répression, violence, corruption, sont devenus des éléments normaux du maintien de la domination bourgeoise, et toute la société respire l'air vicié de ce gigantesque pénitencier.

Parce qu'ils sont jeunes, parce qu'ils ne sont pas encore liés directement au régime, les étudiants dont c'est la fonction de penser, de connaître et de comprendre, ressentent profondément le malaise social et sont à même d'exprimer la révolte, les espoirs de tous ceux qui aspirent à une société plus digne, plus juste et plus humaine.

Leur sincérité ne peut être mise en doute et si nombre d'entre eux, à l'issue de leur « stage étudiant », trouveront — malaisément il est vrai — une place responsable dans le système abhorré, les meilleurs d'entre eux, les étudiants révolutionnaires, refusent cette perspective et, boycottant délibérément les études et l'université, s'imaginent naïvement boycotter la société capitaliste tout entière.

Car, et c'est bien là le problème essentiel : où le mouvement étudiant peut-il conduire ?

En France, depuis l'explosion de mai, le mouvement étudiant s'enlise dans une série d'actions minoritaires, même par rapport à la masse des étudiants et, ce qui est plus grave, totalement incomprises de la population et en particulier des travailleurs.

Parce qu'il se veut révolutionnaire, le mouvement étudiant a repoussé en bloc la réforme Edgar Faure, sans essayer d'utiliser les avantages concédés à la suite de Mai, pour consolider leurs positions et développer leur influence, sans essayer de tirer des possibilités légales ainsi offertes, les moyens d'introduire la contestation au sein des organismes permanents de l'université et d'y porter la propagande révolutionnaire. Les étudiants se sont enfermés dans une position de boycott des élections universitaires qui s'avère une impasse malgré de relatifs succès.

Parce qu'il se veut révolutionnaire, le mouvement étudiant refuse toute participation. Parce qu'il se veut

l'ennemi de l'ordre et de toute répression, il a été conduit à tolérer dans son sein les désordres les plus stériles et les plus stupides : dégradation des locaux universitaires, sans parler des actions inconséquentes et irresponsables d'une minorité, comme à Vincennes, qui noya des urnes pour empêcher par la force les élections d'avoir lieu.

En fait, à part des actions de solidarité, quelques manifestations de protestation, et une participation plus ou moins houleuse et opportune aux grands défilés ouvriers, le mouvement étudiant n'a rien fait depuis un an. Ou plus exactement, n'a rien fait qui ait une prise quelconque sur la réalité sociale et politique. Visiblement, le mouvement étudiant tourne en rond, s'essouffle et marque le pas.

Alors que les étudiants révolutionnaires avaient su, en mai 1968, gagner par leur courage et leur sincérité, la sympathie du public et l'admiration de milliers de jeunes travailleurs, ils se retrouvent au terme de cette année scolaire complètement isolés, incompris et des actions comme celles de Vincennes dilapident ce qui restait encore de sympathie pour eux dans la population ouvrière :

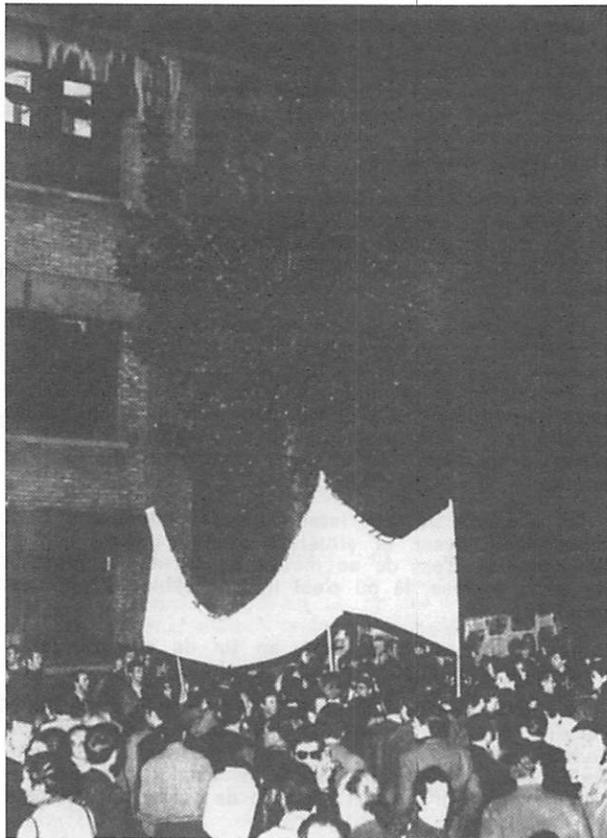


Cour de la Sorbonne (mai-juin 1968). (A.F.P.)

Pourquoi dès lors, tant d'énergie, tant de sincérité révolutionnaire et de dévouement se trouvent-ils ainsi gaspillés, dépensés en vain, pourrait-on dire ?

C'est que les étudiants révolutionnaires, et plus préci-

PUISQUE LE CHEMIN DE BILLAN-COURT EST TROP DIFFICILE, LE MOUVEMENT ETUDIANT...



La jonction entre étudiants et ouvriers ne s'improvise pas.

Ici, un cortège d'étudiants, conduits par Sauvageot, se heurte aux grilles fermées à Renault pendant que les travailleurs les regardent de loin et de haut. (A.F.P.)

sement les organisations révolutionnaires qui militent en milieu étudiant, on en fait cédé à la facilité.

Le milieu étudiant est un milieu privilégié pour la propagande et le recrutement révolutionnaire. On y trouve l'enthousiasme, la révolte et le désintéressement propres à la jeunesse, jointes à la faculté d'analyser et de comprendre qui caractérise la fonction intellectuelle. Nulle autre catégorie sociale, même dans nos pays capitalistes avancés, ne dispose d'une telle liberté et de tels moyens de jugement. Aussi le milieu étudiant a-t-il fourni, dans le passé, de nombreux cadres au mouvement socialiste.

Mais si les révolutionnaires marxistes ont toujours beaucoup recruté dans la jeunesse étudiante, l'essentiel de leurs efforts a toujours porté sur l'implantation des idées socialistes dans la classe ouvrière et l'organisation d'une avant-garde des travailleurs dans un parti ouvrier révolutionnaire. C'est ainsi que se sont développés les

sections de la première et de la deuxième internationale et, dans une large mesure, de la troisième dont c'était en tout cas l'objectif fondamental.

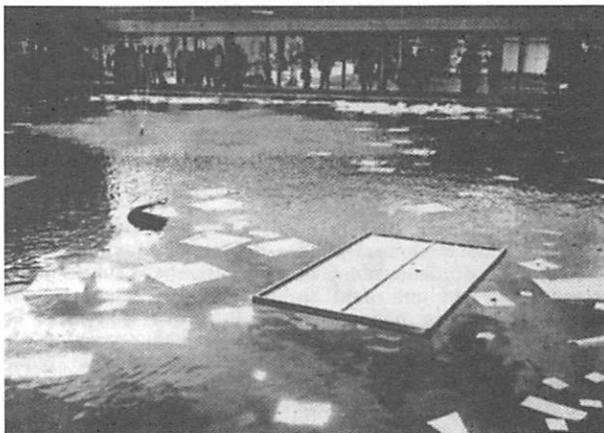
Car s'il est vrai que le régime capitaliste opprime toutes les classes de la société, il n'y a que la classe ouvrière dont les intérêts soient fondamentalement antagonistes de ceux du capital. Sa place dans la production lui donne à la fois les moyens de se libérer, les moyens d'exercer ensuite le pouvoir et, surtout, les moyens de le contrôler. Elle est la seule classe dont les intérêts ne soient pas, peu ou prou, liés à la sauvegarde de la propriété privée. Elle est la seule classe historiquement révolutionnaire, car elle est la seule classe qui, dans le système social actuel, porte en elle les éléments de la future société socialiste.

Ce sont là des banalités marxistes, mais parce que depuis plus de quarante ans, le mouvement révolutionnaire s'est maintenu et développé hors des organisations ouvrières et de la classe ouvrière elle-même, les révolutionnaires marxistes semblent l'avoir quelque peu oublié.

Enfermé, pour des raisons historiques, dans le milieu de la petite bourgeoisie intellectuelle, le mouvement révolutionnaire a, tout naturellement, fait de nécessité vertu. Et la pression du milieu environnant fut si forte que le mouvement s'y adapta.

S'il garda, par respect pour la théorie, la référence au rôle révolutionnaire du prolétariat, il n'en céda pas moins insensiblement, devant le retard de la révolution

... DECRETA QUE LA LUTTE DE CLASSE PASSERAIT PAR VINCENNES.



Boycott des élections au Centre universitaire de Vincennes (juin 1969). (A.F.P.)

prolétarienne et son propre isolement vis-à-vis de la classe ouvrière, à la tentation de lui substituer d'autres forces sociales dans les tâches révolutionnaires. Tournant le dos, ou méconnaissant, ce qui revient au même, le lent travail d'implantation dans la classe ouvrière, il

exalta les mérites révolutionnaires des autres classes ou catégories sociales, qui formaient le milieu dans lequel il militait, c'est-à-dire essentiellement la petite bourgeoisie intellectuelle.

Et tout naturellement il en vint à expliquer que la lutte de classe passait aussi par l'université, et à croire qu'elle y passait principalement.

Certains allèrent jusqu'à soutenir que les étudiants étaient devenus les alliés objectifs et permanents du prolétariat dans la guerre sociale qui l'oppose à la bourgeoisie. Toute victoire remportée sur le front par les étudiants était une victoire pour l'ensemble du mouvement. Toute position conquise par les étudiants devait être maintenue, ces positions entrant dans une stratégie globale intéressante tous les révolutionnaires. Ce vocabulaire militaire désigne, du moins en France, des actions glorieuses comme la dénaturation des examens, le travail en équipe, la dénonciation de la mémoire comme fonction anti-intellectuelle, etc. Au fond, peu importent les revendications qui ne sont plus réformistes comme autrefois pourvu qu'elles soient inspirées par une contestation permanente de la société bourgeoise, de son universalité et de sa culture. Ces foyers d'opposition — prétendent-ils — doivent se maintenir jusqu'à ce que le prolétariat, c'est-à-dire le gros des armées révolutionnaires réveillées par leur action exemplaire viennent rejoindre dans la lutte, les étudiants qui tiennent les postes avancés. Ce qui ne manquera pas d'advenir un jour ou l'autre, comme en mai 1968.

Mai 1968 n'a rien appris aux étudiants révolutionnaires. Il en a même confirmé certains dans leurs erreurs : l'étincelle étudiante n'a-t-elle pas allumé le brasier de la grève générale ? N'a-t-on pas vu Seguy au coude à coude avec Cohn-Bendit le 13 mai ? la poignée d'enragés de Nanterre n'a-t-elle pas ouvert une des crises politiques les plus graves que le gaullisme ait connues ? Cela n'est vrai qu'en partie, ils ne le voient guère. Ce qui est encore plus vrai c'est que la classe ouvrière n'a jamais et à aucun moment échappé, ne serait-ce qu'en partie, à l'emprise incontestée des appareils bureaucratiques stalinien et réformistes. Et si le stalinisme pût paraître un temps totalement éliminé du quartier latin — où il est d'ailleurs revenu — il est resté bel et bien maître du mouvement dans les entreprises. Et les quelques étudiants qui sont allés en cortège aux usines Citroën ou Renault, n'ont guère pu que parler aux bureaucrates à travers des grilles. Et toute l'ardeur du mouvement étudiant n'empêcha pas Grenelle, et la rentrée sans gloire pour faciliter les élections.

En fait, mises à part la manifestation du 13 mai et la sympathie de quelques milliers de jeunes travailleurs, le mouvement étudiant n'eut aucune influence sur le mouvement ouvrier, qui resta sur ses propres bases et ses propres objectifs pendant toute la grève générale. Le mouvement étudiant a servi de catalyseur au mécontentement, profond mais diffus, existant dans la population depuis dix ans. Il ne l'a ni créé ni entretenu. Et il a fait tout ce qu'il pouvait faire à son échelle. Une telle conjonction de circonstances ne se retrouve pas tous les six mois. Et, pour l'instant, le mouvement étudiant continue seul à brandir la hache de guerre en attendant qu'un prolétariat mythique, et momentanément assoupi, vienne livrer le combat décisif.

Toute cela paraîtrait simplement puéril, si cela n'engageait pas, dans une certaine mesure, l'avenir.

Parce qu'ils avaient su se battre contre les forces de répression, les révolutionnaires avaient gagné la sympathie de milliers de jeunes ouvriers. Cette sympathie qu'en ont-ils fait ? Pendant qu'ils entretenaient la contestation permanente dans les amphithéâtres des

facultés, les jeunes travailleurs sympathisants, eux, regagnaient l'usine et retrouvaient l'univers ordinaire marqué par les brimades des chefs, les humiliations et les sarcasmes.

Pour eux la « fête de mai » était bien finie et ils retrouvaient la réalité quotidienne.

Car la réalité quotidienne de la classe ouvrière, ce n'est pas l'exaltation révolutionnaire. La classe ouvrière n'est révolutionnaire qu'au sens historique du terme. Parce qu'elle se trouve située au bas de la hiérarchie sociale, parce qu'elle est exploitée et aliénée, elle subit au contraire plus fortement que les autres classes l'oppression sociale.

Si l'ouvrier a conscience de son exploitation, il y est aussi presque toujours résigné, d'une résignation traversée par de brusques accès de colère et d'espoir mais d'une résignation soigneusement entretenue par l'idéologie bourgeoise.

La conscience de la classe ouvrière, c'est le parti. Conscience et mémoire du prolétariat, le parti est l'instrument indispensable de la prise du pouvoir. Sans lui, la révolution, si révolution il y a, va à l'échec. Or, ce parti révolutionnaire n'existe pas. Pas plus en France qu'ailleurs. Il est précisément à construire. C'est la tâche primordiale. Celle qui conditionne toutes les autres.

Et le devoir de tout intellectuel révolutionnaire c'est d'abord d'analyser la situation et les tâches qui en découlent et c'est de se mettre au travail en fonction de cette analyse, là où c'est indispensable, là où c'est prioritaire.

Toute autre attitude n'est, en fin de compte, qu'un renoncement à l'action révolutionnaire.

Et aucune phrase, aucune théorie verbosité sur le mouvement étudiant promu « détachement tactique de l'armée révolutionnaire », ne peut masquer cette dérobade. Sans la constitution d'un avant-garde prolétarien organisé en parti, il est vain de parler de stratégie révolutionnaire.

Les idées révolutionnaires peuvent trouver refuge à l'université, mais elles ne deviendront des forces que lorsque l'avant-garde ouvrière les aura reprises. Cette tâche de pénétration et d'implantation dans la classe ouvrière ne peut évidemment être la tâche de l'ensemble du mouvement étudiant, mais elle doit être celle des militants révolutionnaires, étudiants ou pas. Ils doivent et peuvent le faire.

Les idées socialistes ont été, depuis cinquante ans, tronquées, faussées, mutilées, elles ne peuvent pas renaître spontanément dans la conscience de la classe ouvrière car elles n'y sont pas nées spontanément.

Ce que firent les socialistes de la fin du siècle dernier et du début de ce siècle, c'est ce que nous devons faire aujourd'hui, après cinquante ans de trahison et de compromission. La tâche est difficile mais c'est la seule qui peut rendre cohérent le rêve étudiantin d'une université socialiste.

Le mouvement étudiant devra avoir sa place aux côtés du mouvement ouvrier, mais la tâche qui s'offre aux révolutionnaires étudiants aujourd'hui, est à la fois plus élémentaire et plus décisive.

C'est d'eux que dépend en grande partie la renaissance du mouvement ouvrier en France et dans le monde, à condition de quitter le ghetto universitaire pour servir en marxistes révolutionnaires la seule classe progressive de la société, la classe ouvrière.

LES VOIES ET LES MOYENS



DE L'ACTION REVOLUTIONNAIRE DANS LES ENTREPRISES

UNE des caractéristiques essentielles de notre époque est la persistance du clivage entre le mouvement révolutionnaire et le mouvement ouvrier. Alors que, d'un côté, le mouvement ouvrier reste largement dominé par le réformisme sous toutes ses formes, en particulier stalinienne, l'audience des groupes révolutionnaires dépasse rarement les limites de la petite bourgeoisie estudiantine.

Mai 1968 avait certes fait connaître, et dans une certaine mesure, popularisé pendant une courte période, les idées révolutionnaires et les organisations qui leur servent de support. Mais fondamentalement rien ne fut changé. Le clivage demeure. Et il n'est pas de tâche plus importante, plus urgente pour le mouvement révolutionnaire que de le supprimer.

Comme nous le soulignons par ailleurs, le fait que les idées révolutionnaires aient trouvé un refuge, bien fragile et bien précaire, dans des couches non prolétariennes n'est pas le fait du hasard. Il est dû aux ravages physiques et moraux du stalinisme qui, depuis des décennies, mène une chasse impitoyable et sans trêve contre les idées révolutionnaires et contre les hommes qui les défendent. Dans ces conditions, seuls les staliniens bornés ou les ignorants peuvent ricaner de nos faiblesses, de notre position marginale par rapport au mouvement ouvrier.

Mais le poids des facteurs historiques défavorables étant ce qu'il est, rien ne serait plus grave pour le mouvement révolutionnaire que de faire de nécessité vertu et d'abandonner aux staliniens, le seul terrain où notre combat a un sens réel.

S'il est incontestable que le mouvement révolutionnaire doit être présent dans toutes les couches

de la société, s'il doit être à même de proposer un programme aussi bien aux étudiants qu'aux paysans, aux commerçants qu'aux artisans, l'essentiel de ses forces doit être orienté vers le prolétariat industriel. Le travail en direction des entreprises, et plus particulièrement en direction des entreprises les plus importantes doit être au centre de nos préoccupations.

Il n'est pas, il ne pourra pas y avoir de parti révolutionnaire possible, sans la multiplication de groupes révolutionnaires dans les entreprises, sans que, à travers leur participation aux luttes de la classe ouvrière, ces groupes démontrent concrètement la validité du programme révolutionnaire.

Les idées, pas plus celles des révolutionnaires que d'autres, n'ont de vertus magiques. Elles ne deviennent une force que si, pour reprendre l'expression de Marx, les masses s'emparent d'elles. Et les masses ne s'emparent des idées révolutionnaires que si elles ont la possibilité de juger ces idées à travers l'activité des militants révolutionnaires. Et il appartient à ces militants de gagner la confiance de leurs camarades de travail.

Cela nécessite un long et patient effort, au cours duquel les groupes « gauchistes » d'entreprise doivent combiner l'activité politique et syndicale. Les deux concourent vers le même but : élever la conscience des travailleurs. Mais elles ont une signification différente, et des portées différentes. Elles sont dans une large mesure complémentaires. Abandonner l'une ou l'autre, l'une au profit de l'autre, serait mutiler notre efficacité, et finalement nous condamner à la stérilité.

REIMPLANTER LES IDEES REVOLUTIONNAIRES SOCIALISTES

Il est en premier lieu inconcevable qu'un groupe révolutionnaire d'entreprise refuse de se manifester et de s'exprimer en tant que groupe politique. Il n'est pas possible de faire connaître et de défendre l'intégralité de notre programme au travers de la seule activité syndicale. Et ceci, non seulement



Unis par leur chaîne.

en raison de l'absence de démocratie au sein du syndicat le plus important, la C.G.T., ou en raison de l'audience insuffisante des autres, bien que ces raisons soient suffisantes dans les conditions actuelles. Mais étant donné le rôle, la composition des syndicats, la base sur laquelle ils recrutent, ils ne sauraient offrir les mêmes perspectives qu'une organisation politique.

Par ailleurs, moins de 15 % des travailleurs sont syndiqués (10 % au plus dans l'industrie) et l'écrasante majorité de ceux qui le sont ne participent à aucune activité syndicale. Or, les « laissés pour compte » du syndicalisme sont souvent les couches les plus exploitées, les plus opprimées du prolétariat. Le pourcentage des syndiqués parmi les O.S. ou, dans un autre ordre d'idées, parmi les travailleurs étrangers est notoirement inférieur à celui chez les professionnels qualifiés ou les techniciens. Et cependant, ils s'agit là de couches qui, bien qu'elles n'entrent en lutte que plus épisodiquement, quand elles le font, c'est en général pour y jouer un rôle décisif.

Ne pas nous adresser à ces couches là, ce serait finalement démissionner devant nos responsabilités.

Nos idées, notre programme, nous devons les défendre devant l'ensemble des travailleurs.

Et nous avons bien des choses à dire ! L'emprise du stalinisme sur le mouvement ouvrier a laissé des traces profondes. Il est parvenu à tuer toute tradition socialiste et à défigurer jusqu'à même certains principes de la conscience de classe la plus élémentaire.

La première des tâches politiques du militant d'entreprise est de mener une propagande socialiste incessante, de montrer le caractère néfaste, irrationnel du système capitaliste, de montrer enfin la nécessité de la transformation sociale et le rôle qu'aura à y jouer le prolétariat. Et par la même occasion, de souligner ce qui est nuisible dans l'attitude des organisations réformistes ou stalinienne.

Mais là encore, il ne s'agit pas de prendre ses désirs pour la réalité, ni de remplacer la compréhension du mouvement ouvrier tel qu'il est par sa propre impatience. C'est un vieil enseignement du marxisme que d'affirmer que les ouvriers n'ont pas d'une façon innée la conscience socialiste ni même la conviction que le capitalisme doit être détruit et remplacé par une autre forme sociale. L'accession, sinon de l'ensemble du prolétariat, du moins de son avant-garde à la conscience de la nécessité d'une transformation sociale fut en son temps le résultat de l'activité de partis socialistes pendant toute une période historique. C'est le résultat de tout ce travail, perpétué par une certaine tradition incarnée par des organisations socialistes qui fut détruit par le stalinisme.

A bien des égards, il faut aujourd'hui repartir à zéro.

Il ne suffit donc pas de débarquer devant les entreprises avec la bonne parole pour qu'aussitôt le socialisme qui est censé sommeiller au fond de l'âme de chaque travailleur se fraie chemin pour se manifester au grand jour. Il ne suffit pas de dénoncer la trahison des organisations traditionnelles comme une évidence qu'il suffirait d'annoncer pour être d'une clarté aveuglante pour tout un chacun.

Notre programme, nos buts et les moyens que nous proposons pour y parvenir, nécessitent d'être expliqués. Et expliqués non pas d'une façon abstraite, générale, hors des préoccupations des travailleurs, mais au contraire, en partant de telles préoccupations.

Dans son activité quotidienne comme dans sa vie sociale, le travailleur se heurte d'une manière incessante, aux innombrables problèmes posés par la gestion capitaliste de la société. Notre propagande doit prendre un point d'appui sur ces expériences continuellement renouvelées pour relier entre eux, les faits épars, afin de montrer qu'ils découlent tous de la nature du régime social.

Mais notre programme ne s'explique pas seulement par rapport aux faits, mais aussi par rapport aux programmes, par rapport à la politique des autres organisations qui se réclament de la classe ouvrière ou du socialisme. Il est en tout état de cause nécessaire de montrer en quoi la politique des organisations réformistes ou stalinienne est néfaste pour les travailleurs. Mais cela est d'autant plus nécessaire que la grande majorité de la fraction la plus combattante de la classe ouvrière se trouve à l'intérieur de ces organisations, en particulier à l'intérieur du P.C.F. et de la C.G.T.

Nombre de ces militants qui sont les cadres du mouvement ouvrier actuel tel qu'il est, feront demain, partie intégrante du parti révolutionnaire. Les gagner aux idées révolutionnaires est une tâche indispensable. Mais là encore, il faut que le groupe révolutionnaire d'entreprise se donne les moyens de

défendre sa politique publiquement. Car si les militants du P.C.F. peuvent être sensibles à nos idées, ils le seront encore plus si ces idées ont une résonance plus grande dans la classe ouvrière que les idées réformistes dont leur organisation est porteuse.

Défendre notre programme, défendre notre politique au sein de l'entreprise, pose certes, de nombreux problèmes. En particulier, parce que dans ce soi-disant pays de la liberté, les droits politiques s'arrêtent aux portes des usines. Le travailleur est « libre » de se réclamer du parti de son choix et d'en défendre le programme, à condition qu'il le fasse à l'extérieur du lieu ou il passe le plus clair de son temps et où il remplit sa fonction sociale.

A plus forte raison, se livrer à une propagande « gauchiste » c'est s'exposer à la répression patronale.

Réclamer et imposer les droits politiques au sein de l'entreprise doit être un des tous premiers objectifs des révolutionnaires.

La reconnaissance de ce droit doit être imposée non seulement au patron mais aussi à l'appareil ré-

formiste et stalinien. Ce dernier continue à mener systématiquement la chasse aux idées révolutionnaires et aux hommes qui les défendent. L'appareil est parfaitement conscient du danger que représente pour lui la résonance que trouvent nos idées auprès des travailleurs. C'est la raison de sa hargne à empêcher au besoin par la violence physique que le mouvement révolutionnaire s'exprime en tant que tel.

Pour apparaître comme un groupe politique, pour mener une propagande révolutionnaire socialiste dans les entreprises, les « gauchistes » auront donc à se battre sur deux fronts, à la fois contre la répression patronale et contre la censure de l'appareil stalinien. La seconde n'hésite pas d'ailleurs parfois à aider ouvertement la première.

Mais sans ce travail politique ouvert, s'adressant à l'ensemble des ouvriers, organisés ou inorganisés, il n'est pas possible de combattre efficacement l'emprise du réformisme et du stalinisme sur la classe ouvrière. Ne pas le faire serait abdiquer tout espoir d'avoir un jour une influence politique sur le prolétariat.

IMPORTANCE ET LIMITES DE L'ACTIVITE AU SEIN DES SYNDICATS

Une autre forme de renoncement consiste à se cantonner à l'activité purement politique en dédaignant l'activité syndicale.

Il n'est pas question de gagner la confiance et l'estime des travailleurs sans participer activement à la moindre de leur lutte pour la défense de leurs intérêts matériels les plus immédiats et de leurs droits démocratiques les plus élémentaires. Or, ces luttes passent pour ainsi dire quasi exclusivement par le canal syndical (mais pas entièrement, il faut s'en souvenir aussi).

Penser que les travailleurs ont déjà « dépassé ce stade là », que l'on peut porter la lutte immédiatement sur le terrain politique, et que par conséquent, point n'est besoin de syndicat ni d'activité syndicale est parfaitement grotesque. Il n'est autant de penser que les trahisons des appareils syndicaux ont été suffisamment nombreuses et suffisamment claires pour leur enlever tout crédit aux yeux de la classe ouvrière. C'est là encore une façon de prendre ses désirs pour la réalité, mais certainement pas une attitude responsable à l'égard des tâches qui nous attendent.

La quasi-totalité des luttes de ces dernières années jusqu'à et y compris les luttes de mai 1968, ont été contrôlées et souvent déclenchées par les centrales syndicales, quand bien même elles l'ont fait à contre-cœur de crainte d'être débordées. Certains secteurs isolés mis à part, on n'a vu nulle part les travailleurs se mettre en lutte contre la résistance des appareils syndicaux et en la brisant.

Dans ces conditions, notre activité syndicale, comme toute nos autres activités, a une signification politique.

L'emprise de la bureaucratie réformiste ou stalinienne, y compris pour une large part, leur emprise politique s'exerce au travers des syndicats. On ne peut la combattre que si les révolutionnaires participent eux aussi à l'activité syndicale. La lutte conséquente pour la défense des intérêts matériels et moraux immédiats des travailleurs est en même temps une lutte contre la bureaucratie syndicale.

Le militant révolutionnaire d'entreprise n'est pas un syndicaliste en ce sens que pour lui, le syndicalisme n'est pas une fin en soi, mais un des moyens à employer dans la marche à la révolution prolétarienne. Et cela doit être clair. Mais il doit être aussi clair pour tous les travailleurs que le militant révolutionnaire est attaché au renforcement et au bon fonctionnement du syndicat, bien plus que les militants de l'appareil.

Renforcer les syndicats est pour le révolutionnaire avant tout, faire de sorte que le maximum des travailleurs participent à leur vie de façon active. Faire de sorte que la vie syndicale ne soit pas limitée à une petite minorité sélectionnée par l'appareil, bénéficiant des heures de délégation et de tous les privilèges accordés par la législation sociale à l'aristocratie syndicale; se battre, par exemple, pour qu'il y ait des réunions régulières de syndiqués, en convaincre les travailleurs souvent réticents et l'imposer aux appareils qui le sont toujours, semblent être une tâche bien modeste.

Et cependant, le fondement le plus solide de l'emprise des bureaucrates incontrôlés sur le mouvement ouvrier réside dans le désintérêt des travailleurs à l'égard de leurs affaires.

Si les travailleurs désertent l'organisation syndicale, ils laissent le champ libre à l'appareil. C'est une vérité simple mais que bien des gauchistes sont loin d'admettre.

Faire participer les travailleurs à la vie syndicale active est en outre la meilleure façon de dévoiler la pratique réformiste de l'appareil et sa propension à collaborer avec le patron derrière le dos des travailleurs.

C'est aussi la meilleure façon de dévoiler l'absence de démocratie qui règne dans les organisations syndicales et plus particulièrement dans la C.G.T.

Le militant révolutionnaire peut mener une activité syndicale efficace dans tous les syndicats. Mais étant donné l'importance numérique et l'audience de la C.G.T., étant donné aussi le fait que c'est par son

intermédiaire que le stalinisme s'enracine dans le mouvement ouvrier, il est particulièrement important que les militants « gauchistes » militent au sein de la C.G.T.

C'est là aussi qu'il est le plus difficile de le faire en raison de l'absence totale de démocratie en son sein. L'appareil stalinien veille jalousement à sauvegarder son contrôle sur le syndicat. Le militant gauchiste une fois détecté sera écarté systématiquement de toute vie syndicale et, éventuellement exclu, voire publiquement dénoncé et calomnié. Et pour être détecté, il n'est souvent même pas nécessaire d'être connu pour ses opinions « gauchistes ». Il suffit parfois de réclamer avec quelque insistance des réunions syndicales régulières, ou de demander que telle ou telle décision soit votée par les syndiqués et non seulement prise par l'appareil.

Il est certain dans ces conditions que l'activité politique publique du groupe « gauchiste » rend infiniment plus difficile l'activité syndicale de ses militants. Même si ces militants ne sont pas tous individuellement connus, la méfiance de l'appareil étant éveillé, il suffit de peu pour être détecté et mis au ban du syndicat.

La pression exercée par l'appareil de cette manière porte souvent des fruits. Pour ne pas gêner leur activité syndicale, considérée plus importante, voire même simplement plus commode, bien des militants, bien des groupes préfèrent ne pas apparaître en tant que groupes politiques. Mais s'ils

s'abstiennent, l'appareil sera finalement parvenu à ses fins.

Le militant révolutionnaire aura abdiqué son rôle politique. Il sera devenu un militant syndical parmi d'autres, meilleur peut-être, mais il aura limité ses perspectives à l'horizon étroit du syndicalisme.

Nous n'avons pas le droit de nous abandonner à de tels renoncements, sans cesser d'être des militants socialistes. L'obstacle que constitue l'apparition politique indépendante est certes énorme devant les militants qui entendent mener une activité syndicale. Mais cet obstacle, il faut le surmonter et non en tirer implicitement ou explicitement prétexte à l'inaction politique. En particulier, le travail au sein de la C.G.T. nécessite, du moins dans un premier temps, la clandestinité politique, ou plus exactement, la clandestinité politique des militants qui participent à la vie syndicale. Le tout est que le matériel public soit diffusé de manière à éviter qu'une relation soit faite immédiatement entre celui-ci et les militants qui participent à sa confection.

Cela pose bien des problèmes, mais ils sont surmontables. En tout cas, il faut s'efforcer de les surmonter.

En tout état de cause, même si l'activité politique et l'activité syndicale, en particulier au sein de la C.G.T., semblent se gêner mutuellement, les deux sont indispensables. C'est seulement en conjuguant les deux que les révolutionnaires pourront escompter gagner la confiance des travailleurs à leurs idées et à leur programme.





Lénine au 3^e Congrès de l'Internationale Communiste en 1921.
(R. Viollet)

L'Internationale Révolutionnaire à construire

L'IRRUPTION des idées révolutionnaires sur la scène politique dans la période que nous venons de vivre, a remis à l'ordre du jour le problème de l'Internationale, c'est-à-dire celui du Parti mondial de la révolution.

Depuis plus de 40 ans, depuis la bureaucratisation de l'Internationale communiste et sa transformation en simple appareil de la politique extérieure russe (puis sa dissolution par Staline en 1943), l'absence d'une Internationale révolutionnaire est sans doute un des facteurs principaux qui a permis à l'impérialisme de se survivre, d'entraîner l'humanité dans une seconde guerre mondiale et dans une multitude de guerres coloniales. C'est cette situation qui faisait dire à Léon Trotsky en 1938 que la crise historique de l'humanité se réduisait en fait à la crise de sa direction révolutionnaire, c'est-à-dire à l'absence d'une organisation et de dirigeants capables de conduire

victorieusement la lutte des travailleurs à l'échelle de la planète.

La nécessité d'une Internationale révolutionnaire est telle que, nombreux sont ceux qui espèrent la voir se construire à partir de faits politiques nouveaux, comme ceux de la révolution cubaine et de la révolution chinoise. Et aujourd'hui encore, certains militants révolutionnaires gardent l'espoir que les équipes en place à la Havane ou à Pékin, créeront à plus ou moins long terme, une nouvelle Internationale communiste qui poursuivra l'œuvre entreprise par le Komintern après la révolution russe. Pour ces camarades, des chefs d'Etats qu'ils qualifient de « marxistes-léninistes », comme Mao Tse Toung ou Castro, seraient seuls capables de rassembler les révolutionnaires du monde entier dans une organisation commune du fait même qu'ils pratique-

raient sur le plan extérieur, toujours selon leurs partisans, une politique identique à celle des bolchéviks. C'est là une opinion que nous ne partageons pas.

L'équipe castriste est aujourd'hui au pouvoir depuis environ dix ans, celle des communistes chinois depuis vingt ans et aucune nouvelle Internationale prolétarienne ne semble sur le point de voir le jour, ni à la Havane, ni à Pékin.

Pour leur part les bolchéviks, un peu plus d'un an après la prise du pouvoir, fondaient en mars 1919 l'Internationale communiste, dont les tâches furent toujours au centre de leurs préoccupations. Et si à chaque occasion les dirigeants chinois et cubains ne manquent jamais d'affirmer leur « internationalisme prolétarien », jusqu'à présent ni les uns ni les autres n'ont fait un seul pas vers la création d'une nouvelle Internationale ouvrière. Comment expliquer cette contradiction ? Leur carence dans cette voie n'est-elle due qu'à des « retards », comme l'affirment certains, où s'inscrit-elle dans la logique de toute leur politique ? Ce sont là des questions importantes auxquelles jusqu'à présent, ni le courant castriste, ni le courant maoïste n'ont pu apporter de réponses satisfaisantes. Ce sont pourtant des questions de fond qu'on ne peut ignorer.



La deuxième guerre mondiale est terminée sans que nulle part le prolétariat n'accède au pouvoir politique comme après la première... (R. Viollet)

ETATS BOURGEOIS ET INTERNATIONALE OUVRIERE

En fait pour le militant marxiste qui analyse les réalités chinoise et cubaine non à partir des étiquettes dont elles se parent, mais des faits sociaux qui leur ont donné naissance, la carence dont on fait preuve tant le Parti communiste chinois que le Parti communiste cubain dans le domaine de la construction et de la structuration d'un mouvement révolutionnaire international ne peut surprendre. Seuls des Etats prolétariens, c'est-à-dire des Etats qui se veulent les représentants de la classe ouvrière de leurs pays et par là-même les défenseurs des intérêts de la classe ouvrière internationale auraient pu considérer la construction d'une nouvelle Internationale Communiste comme une condition « sine qua non » à leur survie et à la propagation de la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale.

Et si ni la Chine ni Cuba n'ont manifesté la moindre action conséquente dans ce domaine, c'est que ni le plus vaste pays d'Asie, ni la minuscule île des Caraïbes ne sont des Etats ouvriers ou socialistes. Et ce ne sont pas la longueur des épithètes prolétariens, marxistes ou révolutionnaires qu'ils se décernent ou que leur décernent leurs partisans qui changeront d'un iota cette réalité.

Car en Chine et à Cuba le prolétariat des villes n'a jamais pris le pouvoir. Tchang Kai Tchek et Batista ont été renversés tous deux par des armées populaires, mais des armées formées de paysans et dirigées par des intellectuels des villes, se plaçant entièrement sur le terrain du nationalisme et de la démocratie bourgeoise. Dans aucun de ces pays, la classe ouvrière n'a joué son rôle historique. Jamais elle n'a détruit le pouvoir de la bourgeoisie pour lui substituer le sien propre, c'est-à-dire celui des conseils ouvriers. Et si l'action de Mao ou de Castro a été approuvée par l'immense majorité de la population rurale de leurs pays, ni l'un ni l'autre ne se sont appuyés, fut-ce un instant, sur la classe ouvrière chinoise ou cubaine.

Dans le cas de la Chine, le fait que les masses paysannes aient été dirigées par un parti qui s'intitulait « communiste » et qui dans son programme revendiquait « l'hégémonie » du prolétariat dans la révolution n'est nullement une preuve que ce parti représentait effectivement les intérêts du prolétariat pas plus que le fait qu'un Nasser se réclame du « socialisme arabe » le fait considérer par le révolutionnaire comme un leader ouvrier arabe.

Lorsqu'elle est entrée victorieusement dans les grandes villes de Chine à la fin 1949, l'Armée Rouge chinoise, dirigée par le Parti communiste, était essentiellement composée de paysans. Le Parti communiste chinois, écrasé par la révolution de 1925-1927, s'était, à partir de cette époque réfugié dans les campagnes et avait peu à peu rompu tous les liens avec le prolétariat des villes. La tendance dirigée par Mao Tse Toung, favorable à la formation des zones libérées dans les campagnes, s'assura peu à peu la main mise sur l'ensemble du parti après que l'opposition de gauche groupe autour de Tchen Dou Siou, qui préconisait un travail patient dans la classe ouvrière, ait été exclue et que la tendance centriste favorable à Staline et dirigée par Li Li San se soit complètement déconsidérée en appliquant à la lettre la politique aventuriste de « troisième période », préconisée par l'Internationale communiste.

A partir de cette date le parti chinois n'aura plus rien d'ouvrier, ni même de communiste. Il se voudra un parti démocratique et Mao se présentera comme l'authentique héritier de Sun Yat Sen, le leader de la révolution bourgeoise de 1911. Son influence dans les masses paysannes il la gagnera, en partie grâce à un programme agraire avancé, en partie en apparaissant comme la seule force vraiment patriotique qui s'opposera à l'avance de l'impérialisme japonais en Chine. A partir de cette époque il défendra un programme démocratique bourgeois en abandonnant même parfois les revendications agraires radicales

afin de ne pas effaroucher les « bourgeois nationaux » qui devaient faire partie du « bloc des quatre classes » pour lequel il œuvrait. C'est sur cette base « patriotique » que s'effectua également l'alliance avec Tchang Kai Tchek au sein du « Front national anti-Japonais ».

Lorsque ce front éclata en 1945 et que Tchang Kai Tchek rejeta, malgré la pression américaine, toute alliance avec Mao Tse Toung, ce dernier se mit en marche et fort de l'appui de la paysannerie, ne tarda pas à vaincre. Mais il faut noter que, même avant sa victoire, une partie non négligeable de la bourgeoisie chinoise avait rejoint Mao avec armes et bagages et que l'appareil d'Etat qui dominait la Chine populaire à la fin 1949 était celui que les dirigeants du P.C. avaient rodé pendant des années dans les zones « soviétiques » libérées et qui n'avaient rigoureusement rien de prolétarien.

L'exemple cubain ressemble à beaucoup d'égards à l'exemple chinois. Là aussi des intellectuels issus de la petite bourgeoisie sont parvenus au pouvoir grâce à l'appui de la paysannerie.

Que l'appui principal des guérillas castristes ait été constitué non par les travailleurs des villes, ni mêmes par les ouvriers agricoles des campagnes est un fait incontestable. C'est « Che » Guevara qui l'indique lui-même dans un essai publié dans la revue de l'Armée Rebelle « Verde e Olive ».

Guevara, après avoir montré qu'une grande partie de la population rurale était prolétarisée du fait de « la semi-mécanisation des formes d'agriculture qui entraînait une organisation dont résultait une plus grande conscience de classe », ajoute : « Mais nous devons mentionner, par souci de vérité, que le premier territoire occupé par l'Armée Rebelle... était peuplé par une classe de paysans différente par ses racines sociales et culturelles de ceux qui habitaient dans les régions d'agriculture extensive ou mécanisée de Cuba. En fait la Sierra Maestra, premier centre révolutionnaire, servit de refuge à tous les paysans qui se battaient quotidiennement contre les latifun-



... et la petite bourgeoisie des pays sous-développés — n'ayant rien à craindre sur sa gauche...
(A.F.P.)

distes ... Les soldats qui constituèrent notre première armée de guérilla de paysans venaient de la portion de cette classe sociale qui montre presque agressivement son désir de possession de la terre, qui exprime le mieux l'esprit catalogué comme « petit bourgeois » ; le campesino se bat parce qu'il veut la terre, pour lui-même, pour ses enfants ; il veut la diriger, la vendre, et devenir riche par son travail. »

C'est donc appuyé sur ces paysans à l'esprit « petit bourgeois », selon l'expression de Guevara, que Castro entra à La Havane. Pour l'accueillir, où plutôt pour prendre le train en marche, puisque la victoire des guérilleros était alors certaine, le parti stalinien cubain, appelé Parti Socialiste Populaire, déclencha une grève générale. Mais ce mouvement ne dépassa pas le classique arrêt de travail et ne donna naissance à aucune forme de pouvoir prolétarien dans les villes. Là aussi Castro a mis en place un appareil d'Etat forgé dans les campagnes et qui lui non plus n'avait rien d'« ouvrier ».

Comme en Chine la classe ouvrière était restée spectatrice. Les points de comparaison sont donc nombreux entre l'histoire de la révolution chinoise et celle de la révolution cubaine. Dans un cas comme dans l'autre, des intellectuels, issus de la petite bourgeoisie citadine ont pris la tête d'armées paysannes pour s'emparer du pouvoir. Le fait qu'en Chine ces intellectuels se soient réclamés du stalinisme alors qu'à Cuba, Castro et ses camarades se revendiquaient d'un « libéralisme » incolore ne suffit pas à modifier l'essence de ces deux phénomènes.

Trotsky notait en 1932 à propos de la Chine et des intellectuels pseudo-communistes qui dirigeaient le mouvement paysan : « les éléments dirigeants de la paysannerie révolutionnaire de Chine s'attribuent par avance une valeur politique et morale qui, en réalité, appartient aux ouvriers chinois » et plus loin « le pont entre la paysannerie et la bourgeoisie est constitué par la moyenne bourgeoisie citadine, principalement par les intellectuels qui interviennent sous le drapeau du socialisme, et même du communisme ».

Malgré l'étiquette « communiste » dont ils se paraient, les intellectuels issus de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine qui dirigeaient le P.C. chinois, ont servi de pont entre la paysannerie et la bourgeoisie nationale des villes. Le même rôle a été dévolu par l'histoire à Castro et à ses camarades. Et si la radicalisation de l'équipe cubaine, due essentiellement à la pression de l'impérialisme U.S., a conduit Castro à décréter des nationalisations sur une grande échelle pour répondre au blocus américain et à se rapprocher du bloc soviétique pour échapper à l'asphyxie économique ce changement d'orientation politique n'a nullement modifié la nature de classe de son pouvoir ni la classe sur laquelle il s'appuyait.

Pour nous, ni la Chine ni Cuba ne sont des Etats ouvriers et à ce titre il nous paraît vain d'attendre la création d'une Internationale d'Etats non-prolétaires. Mais, comme nous allons le voir, la pratique courante de ces Etats dans le domaine de la politique extérieure correspond profondément à leur nature de classe bourgeoise. Car ne s'appuyant pas sur la classe ouvrière à l'intérieur, ces Etats ne recherchent pas non plus l'appui du prolétariat international pour résister aux pressions de l'impérialisme. Il serait donc vain d'attendre qu'une nouvelle Internationale communiste puisse naître à Pékin ou à La Havane.

COMMENT LES MAOÏSTES POSENT LE PROBLÈME

Il existe actuellement de nombreux groupes maoïstes à travers le monde et on peut se demander pourquoi la Chine populaire n'a pas créé une organisation structurée afin d'unifier politiquement et organiquement tous ces groupes.

Mais il est intéressant de voir d'abord comment les camarades maoïstes posent eux-mêmes ce problème. Dans le numéro 4 du journal pro-chinois l'« Humanité Rouge », on pouvait lire à propos d'un article consacré au « 50e anniversaire de l'Internationale communiste » :

« En 1919, les directions prolétariennes se sont tout naturellement regroupées autour du parti de Lénine qui tenait haut le drapeau de la révolution mondiale. Aujourd'hui, ce drapeau a été repris par le parti de Mao Tse Toung. »

Et si l'article affirmait bien que « les vrais communistes considèrent que les 21 conditions de l'Internationale communiste sont à l'ordre du jour plus que jamais » nulle part il n'était clairement indiqué la nécessité de créer une nouvelle Internationale. Sur ce problème d'ailleurs, les camarades maoïstes ont une position souvent ambiguë. D'une part, ils soutiennent Staline et approuvent la dissolution de l'Internationale commune en 1943 mais d'autre part, ils reconnaissent la nécessité de coordonner les activités du mouvement communiste international. Mais de quelle manière établir cette coordination ? Sur cette question les camarades maoïstes sont peu loquaces, et se contentent de formules vagues sur la nécessité de diffuser la pensée universelle de Mao Tse Toung ou sur la Chine « bastion rouge de la révolution ». En fait il semble qu'aucune des tendances maoïstes ne veuille prendre nettement position sur ce sujet avant que le Parti Communiste Chinois ne l'ait lui-même fait. Mais ils risquent d'attendre longtemps. Car les dirigeants chinois se montrent absolument muets là-dessus.



... a fait irruption sur la scène politique... (A.F.P.)

Ainsi, dans son rapport fleuve au 9e Congrès du P.C.C. (avril 1969), Lin Piao a abordé à plusieurs reprises le problème du mouvement maoïste international. Mais chaque fois il s'en est tenu à des formules générales affirmant par exemple : « Les partis et groupements frères authentiquement marxistes-léninistes se développent graduellement au cours de l'intégration du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution dans leur pays respectifs » ou bien « le président Mao a dirigé tout le parti dans une lutte résolue, menée de concert avec le Parti du Travail d'Albanie ayant à sa tête le grand marxiste léniniste qu'est le camarade Enver Hodja, et avec les marxistes léninistes du monde entier, sur les plans idéologique, théorique, politique contre le révisionnisme moderne, ayant pour centre le révisionnisme soviétique... Ainsi, notre parti a rempli son devoir internationaliste prolétarien. »

Comme on le voit, rien n'indique que la construction d'une nouvelle Internationale soit dans les intentions actuelles des dirigeants chinois.

Mais, même en l'absence de toute volonté manifeste de construire une nouvelle Internationale, peut-on admettre que la politique d'opposition à l'impérialisme américain avancée par le Parti Communiste Chinois constitue une preuve d'« internationalisme prolétarien » et soit, de ce fait, un exemple pour les révolutionnaires du monde entier ?

Pour radicale qu'elle soit, cette politique ne s'efforce que d'imposer l'existence de la Chine à l'impérialisme américain et n'est pas, dans son essence, fondamentalement différente de celle de l'U.R.S.S.

Dans le rapport de Lin Piao au IX^e congrès, on lit : « La politique extérieure de notre parti et de notre gouvernement est conséquente. Elle consiste à développer, selon le principe de l'internationalisme prolétarien, des relations d'amitié, d'entraide et de coopération avec les pays socialistes ; à soutenir la lutte révolutionnaire de tous les peuples et nations opprimés ; à œuvrer en faveur de la coexistence pacifique entre les pays à systèmes sociaux différents sur la base des cinq principes, à savoir : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique et à lutter contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme ».

La politique extérieure du parti et de l'état chinois coexistence pacifique, et à lutter contre la politique de l'impérialisme dans ces centres vitaux, c'est-à-dire dans les métropoles du capitalisme. Contrairement à ce que beaucoup croient, ce n'est pas la coexistence pacifique qui est en cause dans la lutte entre Moscou et Pékin. L'une et l'autre de ces capitales acceptent cette conception de non-ingérence dans les affaires de l'impérialisme et du respect de sa souveraineté. Ce qui est en cause, c'est le refus de Washington de reconnaître la Chine, refus dont s'accommode fort bien la bureaucratie soviétique mais que ne peuvent, et pour cause, tolérer les dirigeants chinois. C'est donc avant tout la défense des intérêts nationaux de leur Etat qui leur fait adopter une attitude « dure » vis-

à-vis de l'impérialisme américain, tentant aussi de répondre à sa pression en se posant en leader des pays du Tiers-Monde en révolte contre l'impérialisme. Mais si, dans un tel conflit, les révolutionnaires ne peuvent que se trouver du côté des pays opprimés ou agressés par l'impérialisme, ils ne voient pas, pour autant, dans la politique de la Chine, un exemple d'« internationalisme prolétarien ».

L'attitude qu'ont adoptée les dirigeants chinois vis-à-vis des dictateurs qui entretenaient des bonnes relations avec la Chine montre à quel point l'intérêt du prolétariat de ces pays est le cadet de leurs soucis.

En Indonésie, le Parti Communiste Indonésien, un des plus puissants dans le monde, et qui se disait « maoïste » a approuvé sans réserve des années durant la politique du président Soekarno, dictateur appuyé sur l'armée et les partis religieux, et « grand ami » de la Chine Populaire. La politique collaborationniste du Parti Communiste Indonésien désarma les masses populaires qui furent livrées pieds et poings liés à l'armée qui massacra plus de 500.000 communistes et écarta Soekarno. Ce n'est que lorsque les dirigeants chinois se rendirent compte que le coup d'Etat avait été fomenté en sous-main par la C.I.A. qu'ils dénoncèrent la politique erronée du Parti Communiste Indonésien. Jusque là, ils s'étaient abstenus de toute critique non seulement vis-à-vis du P.C., mais de Soekarno lui-même. L'intérêt du prolétariat indonésien n'était pas, c'est le moins qu'on puisse dire, au centre de leurs préoccupations.

Exemple identique lors des récents mouvements révolutionnaires au Pakistan (la presse chinoise s'est soigneusement abstenue de manifester sa solidarité avec les ouvriers et les paysans pakistanais en lutte contre la dictature d'Ayub Khan.)

Pourtant ce mouvement qui se déroulait aux portes de la Chine, auquel prenaient part des millions de personnes, était sans doute un des plus puissants qu'ait connus l'Asie au cours de ces dernières années.

Mais les insurgés pakistanais ne reçurent aucune aide de la Chine de Mao.

Ils avaient eu le tort de s'attaquer à un régime militaire qui entretenait et qui entretient toujours des relations cordiales avec la Chine populaire. Encore une fois, la Chine « communiste » a « oublié » le prolétariat pakistanais.

A la différence des bolchéviks qui subordonnaient la révolution russe au mouvement ouvrier international, les dirigeants maoïstes subordonnent les mouvements révolutionnaires qui se produisent autour d'eux à leurs intérêts diplomatiques.

En fait, le refus par Pékin de créer une nouvelle Internationale révolutionnaire n'est que la manifestation d'une politique extérieure qui en aucun cas ne peut, ni ne veut s'appuyer sur le prolétariat, car du fait même de la nature sociale du régime chinois, le combat du prolétariat international est totalement étranger aux préoccupations de ses dirigeants.

L'horizon politique des communistes chinois s'arrête aux frontières de leurs pays. Les luttes qui se

mènent à l'extérieur ne les concernent que par leurs implications sur les intérêts diplomatiques chinois.

La multiplication des groupes qui se réclament de près ou de loin du maoïsme n'est due en rien à l'internationalisme du Parti Communiste Chinois, mais aux illusions créées par le régime de Mao chez nombre de ceux qui viennent à l'activité révolutionnaire.

D'ailleurs la Chine n'a jamais fait les efforts nécessaires pour aider au développement d'organisations maoïstes dans les pays industriellement avancés, organisations qui ne pourraient se développer que dans la classe ouvrière. Elle s'est contentée parfois de subventionner certains groupes pour leur donner tout juste la possibilité d'éditer des journaux reprenant à leur compte les thèses de Pékin dans sa polémique contre Moscou. Cette attitude permettait aussi, dans un but propagandiste, d'allonger la liste des « partis marxistes-léninistes » hostiles à Moscou. Jamais cette « aide » n'a été comparable à celle dont le troisième International fit profiter les différents Partis Communistes.

Mais si la création d'une Internationale Prolétarienne est exclue, il n'est par contre pas impossible que la Chine crée, dans ses pays frontaliers, un organisme comparable à l'O.L.A.S. des cubains et qui réunirait des organisations petites bourgeoises luttant pour l'indépendance nationale. Mais ces mouvements nationaux ne resteraient dans le sillage de la Chine que pour autant qu'ils ne trouveraient pas une assise de masses propre dans leur pays, ou bien, cette assise trouvée, tant que leurs intérêts nationaux n'iraient pas à l'encontre de ceux de la Chine ».

La situation est de ce point de vue identique pour Cuba.



... à l'échelle mondiale.

CUBA : LES LIMITES DE « L'ANTI-IMPERIALISME »

Les camarades, qui se réclament du castrisme ou du guevarisme, discernent dans la politique extérieure de l'Etat cubain, un « anti-impérialisme conséquent » qui non seulement ferait de Cuba l'un des fers de lance de la lutte contre l'impérialisme américain mais encore un véritable centre de la révolution internationale résolument opposé à la politique de coexistence pacifique mise en avant par la bureaucratie russe. Le leadership révolutionnaire de l'Etat cubain se serait d'ailleurs matérialisé dans une organisation internationale, la Tricontinentale, et dans l'O.L.A.S., organisation permanente des révolutionnaires d'Amérique latine.

Examinés en détail, les deux volets de l'argumentation, l'anti-impérialisme et la lutte contre la coexistence pacifique, apparaissent fort éloignés des images dithyrambiques qu'en donnent les partisans de Castro.

Lorsque Castro proclame Cuba « République Socialiste » le 1^{er} mai 1961, c'est-à-dire un peu plus de deux ans après l'entrée triomphale des guérilleros à la Havane, nombreux furent les militants qui auguraient que Fidel, dans cette voie, irait jusqu'à renouer avec la tradition internationaliste des bolchéviks.

La conviction de ces camarades se transforma en enthousiasme lorsqu'au début février 1962, le chef des « barbudos » prononça sa fameuse « deuxième déclaration de la Havane ». Cette déclaration se résumait en sept points ; le premier affirmait que le capitalisme était un obstacle au progrès de l'humanité, le second que l'impérialisme yankee se préparait à une guerre coloniale en Amérique latine, le troisième que la situation économique et sociale du continent latino-américain était désastreuse par la faute des U.S.A., le quatrième qu'il n'existait au monde aucune force capable d'empêcher le mouvement de libération national de vaincre, le cinquième que dans cette lutte l'initiative appartenait aux paysans qui représentaient une force potentielle énorme dans la guérilla, le sixième qu'il était possible d'unir les paysans, les ouvriers, les intellectuels et les petits bourgeois pour la révolution mais que seule la classe ouvrière était capable de diriger la lutte et enfin le septième, que les voies légales vers le socialisme n'existaient pas.

Notons en passant que si le texte faisait référence au rôle dirigeant du prolétariat, il envisageait par contre comme seule forme de lutte, la guérilla appuyée sur la paysannerie, c'est-à-dire une lutte par définition non-prolétarienne, où la classe ouvrière était conviée au rôle de spectatrice. Cette déclaration, dans son essence, n'avait donc pas grand chose à voir avec le bolchévisme.

Pourtant elle marquait un durcissement de l'attitude cubaine vis-à-vis des U.S.A., et à ce titre, consacrait une certaine évolution de sa politique extérieure, évolution qui avait débuté durant la période précédente, et qui était due à l'hostilité de plus en plus grande manifestée par Washington à l'égard de la Havane.

Car lors de son arrivée au pouvoir, Castro entretint de bonnes relations avec les Etats Unis. Il se posait alors en « démocrate », en « adversaire » de la dictature » mais nullement en « anti-impérialiste » et encore moins en « marxiste ».

Prenant la parole devant l'assemblée législative vénézuélienne, quelques semaines après sa venue au pouvoir, il préconisait la constitution, en Amérique latine, d'un « bloc démocratique », affirmant que « les gouvernements démocratiques latino-américains feront un bloc contre les gouvernements qui oppriment le peuple dans les autres pays », le gouvernement vénézuélien, allié des U.S.A., était bien sûr inclus dans les gouvernements démocratiques.

Mais la situation n'allait pas tarder à changer. Dès le printemps 1959, le gouvernement américain, dans le but de faire pression sur la Havane, décidait de renvoyer, pour examen, au début 1960, l'accord sucrier permanent existant entre les USA et Cuba. Le sucre étant la principale richesse du pays, et les U.S.A. les principaux acheteurs, Washington comptait



Des embassades où les intérêts de la révolution socialiste n'ont rigoureusement rien à voir.

obliger par ce biais le nouveau gouvernement cubain à faire preuve de souplesse à son égard, c'est-à-dire à ne pas rester prisonnier des masses populaires qui l'avaient porté au pouvoir. Mais Castro et son équipe décidèrent de ne pas céder et de résister à cette pression. Ce qui faisait titrer à l'époque au journal le « Monde », peu suspect de sympathies marxistes :

« La bataille du sucre poussera-t-elle Fidel Castro dans le camp du neutralisme ? » (Le « Monde », 26 mars 1959).

Et c'est ce qui arriva. Après un voyage infructueux aux U.S.A. pour tenter de fléchir le gouvernement américain, Castro, en guise de représailles, expropriait les industries sucrières étrangères à la fin mai 1959 et se tournait résolument vers l'U.R.S.S. et les pays du glacis soviétique à la fois pour vendre son sucre et s'approvisionner en produits manufacturés.

Suivant le même processus, l'arrêt de l'aide technique américaine, et les refus des compagnies pétrolières américaines de raffiner le pétrole brut soviétique, entraîneront la confiscation puis la nationalisation de ces dernières.

Soumis à un véritable blocus de la part de l'impérialisme U.S., Cuba signera un premier accord économique avec l'U.R.S.S en février 1960 (visite de Mikoyan à Cuba) puis se verra accorder une aide d'un million de dollars de la part de Moscou en juillet 1961.

Le mérite de Castro et de son équipe fut essentiellement d'avoir, à chaque fois, tenu tête à l'impérialisme américain sans céder et en s'appuyant sur la population cubaine.

Et si, dans cette lutte, les révolutionnaires se plaçaient résolument du côté de Cuba contre l'impérialisme américain, ils n'en assimilaient pas pour autant la politique castriste à une politique « socialiste ». Toutes les mesures économiques prises dans l'île à l'encontre des compagnies étrangères le furent parce que la politique de l'impérialisme U.S. ne laissait pas d'autre alternative au gouvernement cubain.

Il convenait donc de se souvenir que c'est poussé par le blocus économique et par le boycott des U.S.A. et des Etats membres de l'O.E.A. que Castro bascula dans le camp russe. A la différence d'autres Etats du Tiers-Monde, comme l'Egypte ou le Ghana, Cuba n'avait pu choisir la voie neutraliste, c'est-à-dire garder une certaine position d'équilibre entre les U.S.A. et l'U.R.S.S.

La pression de l'impérialisme américain était trop forte. Et c'est cette même pression qui explique les aléas de la politique extérieure cubaine.

Il est bon de rappeler par exemple que la solidarité dont fait preuve Cuba vis-à-vis des mouvements guérilleros d'Amérique latine, solidarité qui s'est concrétisée par la création de l'O.L.A.S. en 1966, a toujours été très épisodique et conçue essentiellement comme une riposte de Cuba à la politique agressive des U.S.A. à son encontre. Il faut rappeler les positions de fond de Castro à ce sujet. Interviewé en juillet 1964 par le journaliste américain Richard Eder du « New-York Tribune », Castro déclarait que Cuba retirerait son soutien matériel aux mouvements révolutionnaires d'Amérique latine si les U.S.A. et ses alliés cessaient d'aider matériellement les activités

subversives dirigées contre Cuba. C'était là la politique du donnant-donnant.

Quelques jours plus tard, le département d'Etat américain rejetait officiellement cette proposition. Un an après, Castro faisait une déclaration identique sur le fond en déclarant :

« Le peuple cubain prévient les Etats et les pays de la zone caraïbe que si les attaques et les actes de piraterie ne cessent pas, il estimera de son droit d'aider, dans la mesure de ses moyens, les mouvements révolutionnaires des nations qui pratiquent de telles ingérences dans les affaires de sa patrie ».

Encore une fois, l'aide aux mouvements révolutionnaires apparaissait uniquement comme un moyen de pression, sur les pays latino-américains hostiles à Cuba mais nullement comme faisant partie d'une stratégie destinée à détruire l'impérialisme. Cuba défendait, comme il le pouvait, ses intérêts nationaux. Mais cela n'avait rien à voir avec une politique « internationaliste ».

Cependant en janvier 1966, l'Etat cubain devait convoquer une conférence dite Tricontinentale.

Cette conférence affirmait, dans sa déclaration générale :

« Pour la première fois dans l'histoire, une vaste représentation des forces révolutionnaires de quatre-vingt-deux pays des trois continents a échangé les résultats de ses expériences et de ses initiatives... »

Mais il est intéressant de voir ce que la Tricontinentale peut considérer comme « forces révolutionnaires ».

Outre que le poste de secrétaire général du comité préparatoire de la conférence ait été tenu par un envoyé de l'Egypte nassérienne, on notait parmi les participants, la présence d'un ministre du gouvernement pakistanais, gouvernement qui quelques temps auparavant avait envoyé des milliers de paysans et d'ouvriers se faire tuer dans une criminelle guerre contre l'Inde, et des envoyés du général Boumédiène qui, en Algérie, remplissait allègrement les gôles de militants de gauche. Les observateurs notèrent également la part prépondérante réservée, dans les délégations sud-américaines, aux partis stalinien pro-soviétiques qui non seulement avaient soutenu dans leurs pays respectifs les gouvernements les plus réactionnaires, mais avaient aussi qualifié de « provocateurs » tous ceux qui tentaient d'imiter l'exemple cubain. La présence de mouvements guérilleros d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine si elle donnait un caractère plus radical à la conférence, contribuait également à en faire un forum pour la bourgeoisie et la petite bourgeoisie des pays du Tiers-Monde.

Ce caractère social fut d'ailleurs très nettement perceptible dans la résolution finale. Alors que l'essentiel du document exaltait la lutte de libération nationale, le prolétariat n'était cité qu'à trois reprises comme pouvant et devant aider cette lutte puisque les travailleurs « sont, eux aussi, victimes du système d'exploitation et d'oppression ».

Pas un mot sur le rôle déterminant des travailleurs dans la lutte pour le socialisme, et pour cause : la classe ouvrière était la grande absente de cette « Tricontinentale » où pas un seul des participants ne pouvait parler en son nom.

On voit donc sur le premier point, que « l'internationalisme » de la direction cubaine n'allait pas bien loin.

UNE CRITIQUE « COURTOISE » DE LA BUREAUCRATIE SOVIETIQUE

Quant au second, c'est-à-dire, la critique implicite ou explicite de la politique russe de coexistence pacifique avec l'impérialisme, il a lui aussi été fortement exagéré.

Dans les grandes lignes, la politique extérieure de l'Etat cubain a très souvent coïncidé avec celle pratiquée par l'Union Soviétique. Dans le conflit sino-soviétique par exemple, Castro s'est aligné complètement derrière Moscou. Lors de son voyage en U.R.S.S. en janvier 1964, voyage qui avait pour but la signature d'un accord commercial, le communiqué commun déclarait :

« M. Castro déclare approuver les mesures entreprises par le Comité Central du parti communiste soviétique pour la liquidation des divergences et le renforcement de l'unité des rangs du mouvement communiste international »,... et condamnait « l'activité fractionniste et sectariste dans les rangs du mouvement communiste international ».

Entre la Chine, menacée par l'impérialisme américain, et qui se trouvait dans une situation comparable sur ce point à celle de Cuba et l'Union Soviétique, qui tentait de s'entendre avec les U.S.A. à n'importe quel prix, Cuba choisissait de soutenir cette dernière. Accords commerciaux obligent.

Mais Castro ira même plus loin. Il profitera de la « Tricontinentale » et prétextera un problème de livraisons de riz pour affirmer que le « gouvernement chinois s'est rangé du côté de l'impérialisme américain ».

Les seules fois où Castro s'opposera à l'Union Soviétique, et bien souvent du bout des lèvres, ce sera lorsque la politique de coexistence pacifique russe entrera en contradiction avec les intérêts nationaux de l'Etat cubain.

Cela se produira une première fois en octobre 1962 lors de l'affaire des fusées. Sous la menace des Etats Unis, et sans demander l'avis des cubains, l'U.R.S.S.

retirera des fusées, essentiellement défensives, qu'elle avait installées dans l'île. Sur le coup, l'irritation des dirigeants cubains fut grande, mais n'empêcha pas Castro quelques mois plus tard, en mai 1963, de déclarer qu'il approuvait la politique de l'U.R.S.S. dans cette crise. Il est vrai que Castro négociait à ce moment, un nouvel accord sucrier.

La seconde opposition se manifesterait en Amérique latine où les partis communistes pro-Moscou continueraient à pratiquer une politique d'appui aux bourgeoisies nationales ou aux gouvernements « démocratiques », fussent-ils pro-américains.

Parallèlement l'U.R.S.S. et d'autres pays de démocratie populaire (Hongrie et Bulgarie notamment) manifesteront le désir d'établir des accords de coopération économique avec ces mêmes pays. Castro réagira mais en attaquant l'U.R.S.S. avec modération.

Il s'en prendra d'abord du P.C. vénézuélien accusé de « défaitisme » en mars 1967. Puis en août de la même année, lors de la seconde conférence de l'O.L.A.S., une résolution, qui ne fut pas publiée, condamna la politique de coopération pratiquée par l'U.R.S.S., vis-à-vis des autres pays latino-américains. Cette conférence avait vu s'affronter mouvements guérilleros et partis pro-soviétiques. Mais il fut finalement décidé qu'il n'y aurait pas de condamnation ouverte.

Ce n'est qu'en décembre que Castro reprocha à l'U.R.S.S. de « manquer d'esprit de solidarité socialiste ».

On peut dire, pour conclure sur Cuba, que son opposition à la politique extérieure de l'U.R.S.S. ne se manifeste que lorsque ce sont les intérêts directs de l'Etat cubain qui sont en jeu. Sinon Cuba s'en accommode fort bien. On l'a vu une fois encore en août 1968 lorsque Castro se montra favorable à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

En résumé, on peut affirmer qu'il n'y a aucune chance qu'une nouvelle Internationale puisse naître à la Havane.

CONSTRUIRE UNE INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE

Donc, quelles que soient les illusions des camarades castristes ou maoïstes, ni Cuba ni la Chine ne construiront une Internationale parce que toute leur politique ne tient aucun compte des intérêts historiques de la classe ouvrière.

De ce point de vue, la seule tendance révolutionnaire, qui, à l'échelle internationale, se place résolument sur le terrain du prolétariat est le mouvement trotskyste.

L'Opposition de Gauche russe, dont il est issu, combattit, dès 1923, au nom du marxisme révolutionnaire, les tendances bureaucratiques qui se développaient en Union Soviétique et qui devaient aboutir

à la dégénérescence du premier Etat ouvrier du monde et à la bureaucratisation de l'Internationale communiste. Au niveau de l'Internationale communiste ces tendances subordonnèrent tout le mouvement ouvrier international à la politique extérieure de l'Etat russe au nom de la défense du « socialisme dans un seul pays ». Cette politique criminelle, qui tournait le dos à la classe ouvrière et à la révolution mondiale, aboutit partout à des catastrophes.

L'opposition de gauche s'insurgera d'abord contre le refus par Staline et sa clique de dénoncer en 1926, la trahison des dirigeants syndicaux anglais qui avaient fait avorter une grève générale de dix jours. L'attitude conciliatrice des dirigeants de l'Internationale

communiste vis-à-vis des bonzes syndicaux britanniques s'expliquait exclusivement par le fait que ces derniers étaient considérés comme des « amis de l'U.R.S.S. » et avaient accepté de faire partie d'un Comité syndical anglo-russe.

La bureaucratie russe cautionna la trahison de la classe ouvrière anglaise pour ne pas « effaroucher » ses « amis ».

Dans le même temps, pendant la période 1925-27, Trotsky engageait la lutte contre la politique de l'Internationale communiste en Chine où elle encensa, pendant des mois, le parti nationaliste bourgeois du Kuo Ming Tang dirigé par Tchang Kai Tchek (considéré lui aussi comme un « allié » de l'URSS) et freina toute mobilisation prolétarienne dans le pays. Mais à peine installé au pouvoir le vénérable « ami de l'URSS » qu'était Tchang massacra les communistes et les ouvriers révolutionnaires. La même analyse vaut pour l'Espagne où, là aussi, Staline appuya les forces les plus réactionnaires du camp républicain et fit massacrer par milliers les militants révolutionnaires dont les trotskystes restés fidèles à l'internationalisme et au combat par la révolution socialiste. Cette politique de la bureaucratie, qui faisait passer la défense des intérêts diplomatiques de l'Etat russe avant ceux de la classe ouvrière, n'avait plus rien à voir avec l'internationalisme prolétarien. Elle aboutit d'ailleurs à transformer l'Internationale communiste de Parti Mondial de la Révolution qu'elle était à l'origine, en un simple instrument de la politique étrangère de l'Union Soviétique. Elle fut ensuite dissoute en 1943.

Le mouvement trotskyste est né et a grandi en opposition à cette politique opportuniste. Dès sa naissance il s'est voulu, sur le plan politique et théorique, le continuateur du courant marxiste révolutionnaire tel qu'il s'était exprimé au travers de la Première, de la Seconde et de la Troisième Internationale. Et c'est pour affirmer à la fois cet héritage et sa fidélité au mouvement ouvrier qu'il prit plus tard le nom de « communiste internationaliste ». C'est cette nécessaire continuité politique qui amena Léon Trotsky à fonder, en 1938, la IVe Internationale.

A cette époque l'audience des groupes trotskystes à travers le monde était faible. Leurs effectifs restreints. Mais pour Trotsky cette décision correspondait avant tout à la claire conscience qu'à la veille de la guerre mondiale qui se préparait, il était plus que jamais nécessaire de relever le drapeau de l'internationalisme et du marxisme révolutionnaire qui était successivement tombé des mains des sociaux patriotes de l'Internationale Socialiste et des staliniens de la Troisième Internationale. La jeune « IVe Internationale », si faible fut-elle, était la preuve que l'internationalisme prolétarien, trahi et souillé par les partis socialistes et communistes officiels vivait toujours.

Par ce biais c'est l'héritage de 100 ans de lutte, de leçons et d'expériences du mouvement ouvrier que Trotsky et ses camarades ont transmis au mouvement révolutionnaire d'aujourd'hui.

Par ses racines historiques le mouvement trotskyste est le courant révolutionnaire le plus apte à s'appuyer résolument sur la classe ouvrière car il n'a pas d'intérêts distincts et séparés des intérêts à long terme

du prolétariat mondial. Ses bases programmatiques sont donc les seules sur lesquelles puisse s'appuyer une nouvelle Internationale.

Mais jusqu'à présent l'attitude des différentes tendances trotskystes n'a guère été à la hauteur de leur programme.

Pour des raisons historiques que nous analysons ailleurs, le mouvement trotskyste s'est maintenu et développé presque exclusivement dans le milieu de la petite bourgeoisie. Il en résulte de lourdes conséquences.

D'une part, se sont développés en son sein des courants pro-castriste ou pro-maoïste qui ont repris à leur compte l'essentiel des théories politiques de la petite bourgeoisie du Tiers Monde, sans parler des courants stalinistes par rapport au mouvement stalinien. D'autre part, depuis la mort de Trotsky, aucune direction internationale digne de ce nom ne s'est imposée. Par direction il faut entendre une équipe éprouvée, sélectionnée par la lutte et qui, à ce titre puisse jouir d'un capital de confiance suffisant auprès de l'ensemble des militants révolutionnaires pour disposer de l'autorité nécessaire. Cete carence à laquelle certains ont cru naïvement remédier en durcissant les règlements intérieurs de leur organisation internationale, n'a aboutit qu'à l'effritement du mouvement et à l'apparition d'au moins trois « Quatrième Internationale » rivales, chacune affirmant bien sûr, être la seule légitime héritière de l'organisation créée par Trotsky en 1938.

C'est là une attitude irresponsable qui ne fait que discréditer le mouvement. Ce comportement n'a bien sûr rien à voir avec le sérieux nécessaire à la construction d'une Internationale révolutionnaire qui puisse devenir l'instrument de la révolution socialiste. Dans ce domaine comme dans tous les autres, le bluff ne paie pas, ne peut payer.

Aujourd'hui, la IVe Internationale n'existe plus. Mais ce qui existe, c'est un mouvement trotskyste international avec lequel il est possible et nécessaire de travailler. Dans un premier temps, un travail international fécond passe par l'admission au sein de la même organisation avec droit de fraction, de toutes les organisations se réclamant du trotskysme et de la tradition de l'Opposition de Gauche, quelles que soient leurs divergences. Une telle organisation serait sans doute très loin de l'Internationale révolutionnaire que nous voulons construire, mais elle permettrait une confrontation continue des expériences et des idées du mouvement, ce qui serait déjà un premier pas. Le second serait la formation d'une direction internationale, seule capable d'unifier véritablement l'ensemble des trotskystes, mais aussi de gagner la confiance de nombreux militants révolutionnaires d'autres tendances, qui pour l'instant conservent une attitude plus que réservée vis-à-vis des organisations issues de la IVe Internationale.

Si les voies et les moyens de construction de cette nouvelle direction ne nous sont pas connus, par contre les chemins qui lui tournent le dos sont aisément discernables. Ce sont ceux qui conduisent chaque tendance du mouvement à créer « son » Internationale et à s'en contenter. Car nous sommes persuadés que ce n'est pas en construisant une apparence d'organisation qu'on pourra lui donner corps un jour.

L'unité des révolutionnaires reste une nécessité

A PRES mai 68, les gauchistes, les révolutionnaires, pouvaient constituer une force politique réelle. Ils pouvaient mettre sur pied un parti : c'était d'ailleurs l'espoir des quelques dizaines de milliers d'entre eux qui emplirent Charléty à cette époque.

Les gauchistes auraient pu le faire et ils auraient dû le faire — puisque c'est là le but explicite que se donnent la grosse majorité des militants et la plupart des groupes qui composent le mouvement gauchiste. Toutes les tendances, qu'elles soient trotskistes, maoïstes ou autre — à l'exception peut-être de certaines tendances du courant libertaire, et encore pas de toutes — répètent qu'il faut un parti, que c'est là l'instrument nécessaire à la révolution sociale, que le construire est leur but.

Bien sûr, elles ont des divergences sur la conception de ce parti, sur ce que devrait être son fonctionnement, ses critères de recrutement, ses statuts ou la manière de sélectionner sa direction. Le débat sur tout cela dure déjà depuis bien longtemps au sein du mouvement révolutionnaire. Il peut se poursuivre longtemps encore, aussi longtemps que l'expérience n'aura pas définitivement tranché en faveur des uns ou des autres. Aussi longtemps que le mouvement révolutionnaire tout entier, ou du moins la majorité

des militants, n'aura pas eu la preuve de la justesse d'une des positions en présence.

Le débat pourrait même se poursuivre pendant longtemps au sein d'un même parti. Ceux qui utilisent — le plus souvent pour justifier leur sectarisme — l'exemple de l'intransigeance de Lénine et des Bolcheviks sur la question de l'organisation oublient tout simplement que pendant une dizaine d'années, de 1903 à 1912, la fraction que les Bolcheviks avaient constituée a continué à coexister avec d'autres tendances opposées, et notamment les Mencheviks, à l'intérieur du même parti, le parti social-démocrate russe, et plus longtemps encore au sein de la même Internationale. Et non seulement Bolcheviks et Mencheviks ont coexisté mais ils ont travaillé en commun. Et très explicitement, chaque fois qu'ils l'ont pu, chaque fois que les positions des uns et des autres semblaient offrir des points de convergence, Lénine et ses camarades ont, à chaque fois, cherché un rapprochement, y compris sur le plan organisationnel.

Que celui-ci n'ait finalement pas eu lieu n'a pas dépendu d'eux, mais du fait que les Mencheviks ont quitté le terrain révolutionnaire jusqu'à le renier complètement.

L'OCCASION MANQUEE

Après mai, les gauchistes auraient pu constituer un parti parce que pour la première fois depuis des dizaines d'années ils en avaient la force. Il y avait dans le pays des dizaines de milliers de jeunes, y compris de jeunes travailleurs et de moins jeunes qui considéraient avec sympathie le mouvement révolutionnaire, sans faire de distinction de tendance d'ailleurs. Tous ceux-là attendaient quelque chose de lui. Parmi eux, beaucoup l'auraient rejoint s'il s'était présenté comme une force politique cohérente.

C'est l'afflux de ces milliers de militants potentiels qui aurait fait du mouvement révolutionnaire une force politique importante, qui aurait jeté les bases — indispensables — d'un parti révolutionnaire.

Pendant des années, les révolutionnaires n'ont formé que des petits groupes isolés. On ne construit

pas un parti sans impact sur les événements et sur les hommes. Même le rassemblement des quelques militants des quelques groupuscules alors existants ne l'aurait pas permis. Il faut une audience que les révolutionnaires n'avaient en aucune façon avant mai. Il faut des milliers, sinon des dizaines de milliers de militants et sympathisants qui n'existaient pas alors.

Après mai, ils existaient. Il ne dépendait que des gauchistes d'en faire une force en leur proposant une organisation. Le mouvement révolutionnaire n'a pas su le faire. Il est passé à côté de l'occasion.

Cela parce que le mouvement révolutionnaire de ce pays est encore essentiellement un mouvement petit bourgeois et non pas prolétarien.

Il est petit-bourgeois d'abord par sa composition



Le meeting de Charléty, le 27 mai 1968.

(U.P.I.)

sociale. Mais il est petit-bourgeois surtout par le milieu dans lequel il s'est développé, dans lequel il vit, auquel il s'adresse en priorité, sur lequel il s'appuie et s'est toujours appuyé y compris en mai et juin 68.

Et c'est bien là sa faiblesse essentielle. Le mouvement révolutionnaire n'a pas d'enracinement social profond, du moins pas dans la classe sociale au nom de laquelle et avec laquelle il entend se battre : la classe ouvrière.

C'est cette absence de racines sociales qui explique ses querelles et ses divisions. C'est elle qui explique surtout qu'aux moments décisifs, il se soit révélé jusqu'ici incapable de surmonter ses divisions. Après

mai, comme avant, les gauchistes ont fait passer ce qu'ils considéraient à tort d'ailleurs comme les intérêts de leur tendance propre avant les intérêts du mouvement révolutionnaire, avant les intérêts même du mouvement ouvrier. Ils se sont attachés surtout à développer leur petit groupe respectif, en considérant de plus que cela ne pourrait se faire qu'au détriment des autres, ce que d'ailleurs l'expérience contredit puisqu'elle prouve largement au contraire que tous se développent en même temps et sensiblement dans la même proportion.

Mais par là, ils ont fait fi des milliers de travailleurs qui attendaient quelque chose d'autre du mouvement gauchiste tout entier.

LA TACHE DE L'HEURE

Le mouvement révolutionnaire, après mai, n'a pas constitué une force politique cohérente. Il n'en a même pas pris le chemin. Le succès considérable qu'il a rencontré ne l'a pas rendu plus responsable vis-à-vis de la classe ouvrière, alors que c'était là la condition indispensable pour que ce succès ne soit pas sans lendemain et porte des fruits.

Les révolutionnaires ont tourné le dos à la tâche qui était la leur. Mais ils ne l'ont pas effacée. Elle s'impose toujours à eux dans l'avenir. Le parti révolutionnaire reste à construire.

Construire ce parti c'est la tâche du mouvement révolutionnaire tout entier, de tous les militants gauchistes quelle que soit leur tendance. Il ne peut

pas en être autrement, à moins d'imaginer à nouveau une période de reflux du mouvement révolutionnaire pendant des dizaines d'années, et sa quasi disparition. Mais si l'on ne renvoie pas la perspective du parti révolutionnaire aux calendes ou à la fin du siècle, si on l'envisage sérieusement dans les années ou les mois à venir, c'est bien avec les militants gauchistes actuels, ceux qui s'éparpillent aujourd'hui entre des dizaines de groupes trotskistes, maoïstes, libertaires ou autre qu'il sera fait.

Nous ne pouvons prévoir maintenant dans quelles circonstances exactes ce parti naîtra. Nous ne pou-

vons prévoir non plus l'avenir des différentes tendances et des différents groupes gauchistes actuels et si certains disparaîtront, et lesquels, alors que d'autres prospéreront. Mais même si le parti ne naît pas du regroupement ou de la fusion consciemment décidée de plusieurs tendances, même si c'est l'une d'entre elles qui doit constituer l'axe autour duquel se formera le parti, ce sera de toute façon avec les militants qui composent aujourd'hui le mouvement gauchiste. Et c'est bien ce qui rend absurde la manière qu'ont les militants des différentes tendances de se considérer aujourd'hui quasi comme des ennemis de classe.

LA NECESSITE DU PROGRAMME

On objecte communément, pour rejeter l'idée de l'unité des gauchistes dans une même organisation, la question du programme — l'unité des gauchistes ne serait pas possible, car il n'y a pas, et il ne peut pas y avoir, de programme commun à des tendances idéologiques aussi diverses que celles qui composent le mouvement gauchiste, trotskiste, maoïste ou libertaire.

Bien sûr, il n'y aura pas de parti révolutionnaire sans un programme. Et ce programme le mouvement révolutionnaire ne l'a pas pour l'instant. Mais s'il ne l'a pas, ce n'est pas parce que chacun des groupuscules le composant a un programme différent. C'est parce que aucun d'entre eux, aucune tendance n'a aujourd'hui un programme véritable, digne de ce nom, digne d'être celui d'un parti.



Meeting commun Rouge - Lutte Ouvrière : Une vue de la salle debout chantant l'Internationale.

(E. Kagan)



Meeting commun Rouge - Lutte Ouvrière : la tribune.

(E. Kagan)

Par programme, il ne faut pas seulement entendre le programme très général qui trace les grandes lignes de la société socialiste, dans la mesure où cela est possible. Il ne faut pas entendre non plus seulement le Programme de Transition qui définit une série d'objectifs fondamentaux que peut se donner la classe ouvrière dans sa lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir.

Un tel programme, tous les groupes gauchistes en ont un, implicitement ou explicitement. Et c'est vrai qu'entre les trotskistes et les maoïstes, par exemple, les divergences sont nombreuses à ce niveau.

Mais le programme d'un parti qui se donne pour but la lutte révolutionnaire dans un pays et une situation donnée, c'est bien autre chose. C'est l'ensemble des revendications qu'il met en avant dans les luttes économiques quotidiennes de la classe ouvrière. C'est celle des objectifs politiques immédiats qu'il fixe à celle-ci. C'est la manière dont il lui propose de s'organiser dans le parti d'abord, dans les syndicats et les organisations de masse ensuite. Et puis c'est aussi les buts qu'il propose et le langage qu'il tient aux autres couches de la population qui peuvent être les alliées du prolétariat : les étudiants, bien sûr, mais aussi les paysans, les artisans, les petits commerçants, etc.

Tout cela ne peut consister en schémas abstraits. Ce sont des revendications, des objectifs, des modes

d'organisation des formes de lutte, des mots d'ordre précis, et qui sont fonction des traditions du pays, du rapport des forces du moment, de la situation politique, du degré de conscience politique des différentes classes sociales et en premier lieu de la classe ouvrière.

Pour se donner cela, la claire conscience du socialisme et des étapes historiques pour y parvenir ne suffit pas. Il faut en plus une connaissance exacte de l'état des différentes classes sociales, de leurs traditions, de leurs luttes et aussi de leur conscience, de leurs espoirs et de leurs illusions.

Comment les gauchistes peuvent-ils faire cela rapidement ? Certainement pas en menant une lutte en ordre dispersé, chacun de leur côté, dans d'innombrables groupuscules opposés et sans contact entre eux, travaillant le plus souvent dans des milieux différents, étudiants et lycéens pour certains comme la Ligue Communiste, l'A.J.S. ou certains groupes maoïstes, bureaucratie syndicale réformiste de Force Ouvrière ou de la F.E.N. pour d'autres telles « Informations Ouvrières » ; travailleurs des grandes entreprises pour « Lutte Ouvrière » ou certains autres groupes maoïstes.

Les gauchistes auront un programme, ou du moins un programme approché, qui soit digne d'être celui d'un parti s'ils sont capables de mettre en commun les fruits de leurs expériences et de leurs luttes. S'ils



Alain Krivine au Palais des Sports. (A.F.P.)

sont capables de les confronter et d'en débattre et pour cela d'abord d'en avoir une connaissance mutuelle.

La candidature d'Alain Krivine aux élections présidentielles a bien prouvé cette carence dans le domaine du programme. Au-delà de la dénonciation générale du capitalisme ou du système électoral, ou encore de la politique des organisations bureaucratiques ouvrières syndicales ou politiques, le représentant de la Ligue Communiste n'a rien eu à dire aux millions de téléspectateurs ouvriers mais aussi petit-bourgeois, paysans, artisans, commerçants qui l'écoutaient. La Ligue Communiste n'avait pas de programme. Et cela ne nous surprend pas, parce qu'un programme ne naît pas d'un coup de baguette magique, parce qu'il est impossible d'en avoir un quand on n'est rien d'autre qu'un petit groupe, et à plus forte raison quand on est un petit groupe tourné essentiellement vers le milieu étudiant. Et à plus forte raison encore quand ce petit groupe mène une politique sectaire.

UNE ATTITUDE RESPONSABLE

Enfin les gauchistes, tous les gauchistes, ont une autre tâche : c'est s'implanter en milieu ouvrier. Pour cela, ils doivent certes remplir plusieurs conditions et notamment être connus de la classe ouvrière, avoir fait auprès d'elle la preuve de ce qu'ils veulent et de ce dont ils sont capables. Mais ils doivent surtout faire la preuve qu'ils sont responsables et que lorsqu'ils affirment se battre pour les intérêts de la classe ouvrière, ce ne sont pas des mots en l'air. Les travailleurs sont méfiants. Les gauchistes ne sont pas les premiers qui leur affirment être préoccupés avant tout par les intérêts de la classe ouvrière. Mais l'expérience a montré que les paroles sont de bien faibles garanties en la matière.

Les gauchistes ne convaincront les travailleurs qu'ils se battent pour les seuls intérêts des travailleurs que si leur conduite est à la mesure de leurs paroles.

La politique des différents groupes les uns vis-à-vis des autres, leurs divisions, leurs querelles mesquines, leur prétention à s'ignorer les uns les autres, quand ce n'est pas leur propension à se calomnier ou même leur volonté de s'interdire la parole, prouvent exactement le contraire : qu'ils sont préoccupés d'abord d'intérêts particuliers, ceux de leur groupe, ceux de leur boutique, au sens le plus étroit du terme, et en tout cas qu'ils sont pour le moins irresponsables.

Aux yeux des travailleurs, les gauchistes restent divisés parce qu'ils font passer des dissensions mineures avant les problèmes de l'heure. Les dissensions des gauchistes ne sont pas mineures, mais elles paraissent telles à cause de l'attitude même des gauchistes.

Tant que les révolutionnaires auront entre eux cette attitude, les travailleurs n'auront pas confiance en eux, ne peuvent avoir confiance en eux.

Les révolutionnaires doivent prouver qu'à chacun de leurs gestes à chacune de leurs paroles, à chacun des objectifs qu'ils se proposent ou qu'ils proposent aux travailleurs, ce sont les intérêts généraux de la classe ouvrière qui sont en cause et qu'ils défendent.

Cela, les révolutionnaires ont à le montrer par leur attitude entre eux, comme par leur attitude envers toutes les organisations ouvrières y compris les organisations staliniennes et réformistes.

Les révolutionnaires ont à démontrer à tous les travailleurs, à tous les militants ouvriers, staliniens du P.C.F. ou de la C.G.T., réformistes de F.O. ou de la C.F.D.T., qu'ils défendent d'abord des idées et des objectifs et non pas une ou des organisations. Leur politique ne peut être simplement de crier à la trahison devant tout ce que font ces organisations, même s'ils doivent certes critiquer impitoyablement tout ce qui leur semble faux dans leur politique. Mais ils ont aussi à soutenir toute action qui va dans le sens des idées ou des objectifs révolutionnaires et des intérêts de la classe ouvrière, quelle que soit l'organisation qui puisse être le support de cette action.

C'est par cette politique qu'ils toucheront les militants ouvriers des organisations traditionnelles. Et cette politique ils ne pourront la mener vis-à-vis des organisations traditionnelles s'ils ne la mènent pas entre eux.

Si les travailleurs y prêtaient attention, que penseraient-ils, par exemple, des propositions des camarades de l'A.J.S. et d'Informations Ouvrières qui proposent sans rire le front unique ouvrier au P.C.F., à la S.F.I.O., à la F.E.N., à la C.G.T., à F.O., mais refusent tout contact avec les autres organisations révolutionnaires qu'ils traitent en ennemies ? Certainement pas, en tout cas, qu'elles sont dignes de confiance.

Ne restez pas un "pauvre type"....

**DEVENEZ :
FONCTIONNAIRES**

GAULLISTES
GENERAL

SEITA-FET

REGIE FRANCAISE

REGIE FRANCAISE
DES PASSAGES A TABACS